

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1415

14 juin 2013

SOMMAIRE

Alscot Sàrl	67917	Iverna Holdings S.A.	67875
AMHURST CORPORATION, société de gestion de patrimoine familial	67879	Juno Holdings S.à r.l.	67896
Axis Constructions	67908	J'y Crois S.à r.l.	67875
Axis Constructions	67908	Kiso Power Tool AG	67920
Capita Fiduciary S.A.	67895	L.I.F.E. Corporation S.A.	67875
Clairon S.à r.l.	67874	Livingston s.à r.l.	67876
Cobeton	67874	L Real Estate	67876
Conceptware	67874	Ludiam S.A.	67890
Consult Informatic S.A.	67874	Luma Capital S.A. - SPF	67874
Eurocom Shop S.A.	67907	Luxklima S.à r.l.	67878
Fincentrum Holdings (Lux) S.à r.l.	67879	Master 6	67892
Fondation Lycée Technique Privé Emile Metz	67912	Medici's Sà r.l.	67878
HEVAF Master C S.à r.l.	67876	Metevco Holding Sàrl	67878
HVL Lux S. à r. l.	67877	Molvange Immobilière S.A.	67878
IBS Cerapp S.à r.l.	67877	M+T Polyester S.à r.l.	67878
ID Projets s.à r.l.	67877	Oxane S.A.	67911
I.E.S. International	67876	Pampero International Finance S.à r.l. ...	67892
Industrial Milk Company S.A.	67877	Pictet & Cie (Europe) Private Equity D&P S.à r.l.	67913
International Ploquette (SPF) S.A.	67875	rewe assurances sàrl	67905
International Ploquette (SPF) S.A.	67875	SES Astra 1KR S.à r.l.	67905
Investimer S.à r.l.	67877	Testudo Investment Partnership S.à r.l.	67897
I.T.E. Holding S.A.	67876	WPP Luxembourg Beta Three S.à r.l. ...	67907

Conceptware, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 20.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 26/04/2013.

Référence de publication: 2013054592/10.

(130066743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Consult Informatic S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 28.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'administrateur

Référence de publication: 2013054593/10.

(130067143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Cobeton, Société Anonyme.

Siège social: L-4570 Differdange, Parc d'Activité Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 14.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054588/10.

(130067379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Clairon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 112.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013054586/10.

(130067140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Luma Capital S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.786.

Dépôt rectificatif du 29 avril 2013

Ce dépôt remplace le dépôt n°L13006339 du 22 avril 2013

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

LVM S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2013054825/14.

(130067137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

L.I.F.E. Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.072.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013054812/14.

(130067472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Iverna Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 167.499.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2013.

Référence de publication: 2013054793/10.

(130067442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

J'y Crois S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4251 Esch-sur-Alzette, 24, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 71.034.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 29 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013054795/10.

(130067376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

International Ploquette (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.990.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013054779/10.

(130067501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

International Ploquette (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.990.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013054780/10.

(130067502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

L Real Estate, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 144.610.

—
EXTRAIT

Le Conseil d'administration de L Real Estate (la Société) a décidé en date du 11 septembre 2012 de transférer le siège social de la Société du 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 2-4, Avenue Marie Thérèse, L-2132 Luxembourg et qu'en conséquence l'adresse de Mr Pfistner, gérant unique de la société, a également changé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour L Real Estate
Le mandataire*

Référence de publication: 2013054809/14.

(130067460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Livingston s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 118.425.

—
Les documents de clôture de l'année 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Mersch, le 30 avril 2013.

Référence de publication: 2013054842/10.

(130067553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

HEVAF Master C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 123.573.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alexie Arnould.

Référence de publication: 2013054734/10.

(130067408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

I.E.S. International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 144.605.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054741/10.

(130067136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

I.T.E. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 100.518.

—
Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054742/10.

(130066884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Industrial Milk Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 157.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054743/10.

(130067412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

HVL Lux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 121.670.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054739/10.

(130067613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

IBS Cerapp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 145.347.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054754/10.

(130067411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

ID Projets s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 34, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.323.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 26/04/2013.

Référence de publication: 2013054757/10.

(130066744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Investimer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 154.108.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013054785/14.

(130067367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Medici's Sàr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 151.387.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054882/10.

(130067141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Metevco Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 149.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054884/10.

(130067438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Luxklima S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 57, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 96.224.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054857/10.

(130067607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

M+T Polyester S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5416 Ehnen, 5, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 102.031.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054859/10.

(130067609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Molvange Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 108.576.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013054871/14.

(130067368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

AMHURST CORPORATION, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 18.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AMHURST CORPORATION, société de gestion de patrimoine familial
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013053806/12.

(130065995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Fincentrum Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 176.543.

This fifth day of April two thousand thirteen before me, Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

appeared:

1. Herald Aldo Schuurman, attorney at law, with professional address at the office of Van Campen Liem Luxembourg, 2, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, acting in his capacity as duly authorised representative of:

Bamboo Limited Partnership, a limited partnership under the laws of Jersey, having its registered office at Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 3RT, registered with the Registrar of Companies in Jersey under number 1592, acting through one of its general partners, ARX Equity Partners Limited, a private company under the laws of Jersey, having its registered office at Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 3RT, registered with the Registrar of Companies in Jersey under number 83711 (the "Member"); and

2. Fabian Céline Roland Piron, attorney at law, with professional address at the office of Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, acting in his capacity as duly authorised representative of:

a. Petr Stuchlik, born in Zlin (Czech Republic) on the eighth of April nineteen hundred seventy-seven, residing at Ulcova 740/2a, Dolni Chabry, 184 00 Prague 8, Czech Republic ("Subscriber PS"); and

b. Martin Nejedly, born in Brno (Czech Republic) on the twelfth of March nineteen hundred seventy-five, residing at Mezilesi I 142/2, Pferov XI-Vinary, 751 24 Pferov, Czech Republic ("Subscriber MN" and together with Subscriber PS, the "Subscribers").

The persons appearing are personally known to me, undersigned notary, and the three powers of attorney to the two persons appearing are initialled *ne varietur* by the persons appearing and by me, notary, and are annexed hereto.

The person appearing mentioned under point 1. above declared that the Member is the sole member of:

Fincentrum Holdings (Lux) S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, not yet entered on the Luxembourg Register of Commerce and Companies, incorporated on the twenty-eighth of March two thousand thirteen pursuant to a deed executed before me, notary, not yet published in the Official Journal of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, the articles of association of which have not been amended since (the "Company"). The persons appearing requested me, notary, to record the following:

Resolutions

1. The Member, acting as sole member of the Company, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, hereby resolves to increase the share capital of the Company from twenty-three thousand three hundred thirty-two euros and fifty cents (EUR 23,332.50) to thirty-one thousand one hundred ten euros (EUR 31,110.00) and, in connection therewith, to issue the following shares with a nominal value of one one-hundredth of a eurocent (EUR 0.0001) each to each of the Subscribers:

i. to Subscriber PS:

- forty-five million five hundred seventy thousand (45,570,000) ordinary shares, numbered 232,500,001 through 278,070,000;

- fourteen thousand seven hundred (14,700) class A shares, numbered A-75,001 through A-89,700;

- fourteen thousand seven hundred (14,700) class B shares, numbered B-75,001 through B-89,700;

- fourteen thousand seven hundred (14,700) class C shares, numbered C-75,001 through C-89,700;

- fourteen thousand seven hundred (14,700) class D shares, numbered D-75,001 through D-89,700;

- fourteen thousand seven hundred (14,700) class E shares, numbered E-275,001 through E-89,700;
 - fourteen thousand seven hundred (14,700) class F shares, numbered F-75,001 through F-89,700;
 - fourteen thousand seven hundred (14,700) class G shares, numbered G-75,001 through G-89,700;
 - fourteen thousand seven hundred (14,700) class H shares, numbered H-75,001 through H-89,700;
 - fourteen thousand seven hundred (14,700) class I shares, numbered I-75,001 through I-89,700;
 - fourteen thousand seven hundred (14,700) class J shares, numbered J-75,001 through J-89,700; and
 - fourteen thousand seven hundred (14,700) class Z-PS shares, numbered Z-PS-1 through Z-PS-14,700; and
- ii. to Subscriber MN:
- thirty-one million nine hundred thirty thousand (31,930,000) ordinary shares, numbered 278,070,001 through 310,000,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class A shares, numbered A-89,701 through A-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class B shares, numbered B-89,701 through B-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class C shares, numbered C-89,701 through C-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class D shares, numbered D-89,701 through D-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class E shares, numbered E-89,701 through E-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class F shares, numbered F-89,701 through F-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class G shares, numbered G-89,701 through G-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class H shares, numbered H-89,701 through H-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class I shares, numbered I-89,701 through I-100,000;
 - ten thousand three hundred (10,300) class J shares, numbered J-89,701 through J-100,000; and
 - ten thousand three hundred (10,300) class Z-MN shares, numbered Z-MN-1 through Z-MN-10,300; and

2. The Member and the Subscribers, acting as members of the Company, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, hereby unanimously resolve to amend and restate the articles of association of the Company as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Defined terms and Interpretation.

1.1 In these articles, unless the context requires otherwise:

"class of shares" means an entire class of shares of the company other than the ordinary shares, the HoldCo Exit Shares, the PS Exit Shares and the MN Exit Shares (each as defined in Article 3.1);

"Commercial Companies Act 1915" means the Act concerning commercial companies of 10 August 1915, as amended from time to time;

"equity available for distribution" means, at any given time, the sum of the current year profit or loss and the accumulated, realised profits and any distributable reserves, less accumulated, realised losses and the amount to be transferred to the statutory reserve subject to and in accordance with Article 11.2;

"final dividend" means a dividend determined by reference to profit set forth in the company's annual accounts as approved by the general meeting;

"group company" in relation to the company, includes any (direct or indirect) parent company of the company, with or without legal personality, and any (direct or indirect) subsidiary of such parent company, with or without legal personality; "management board" means the management board of the company or, where the context so requires, if the company only has one manager, the sole manager;

"manager" means a manager of the company;

"member" means a holder of one or more shares and as such a member of the company;

"ordinary resolution" means a resolution of the members that is passed by members representing more than half of the share capital or by a simple majority of votes cast, subject to and in accordance with Articles 10.6 and 10.7;

"partial liquidation amount" in relation to a cancellation of a class of shares, at any given time, means the equity available for distribution plus the nominal value of the class of shares to be cancelled, plus a proportional part of the statutory reserve;

"quasi-premium" means equity contributed without allotment of securities in consideration thereof (within the meaning of the Grand Ducal Regulation of 10 June 2009 defining the contents and presentation of a standard chart of accounts);

"share" means a share in the share capital of the company;

"special resolution" means any resolution of the members other than an ordinary resolution and unless otherwise specified it is a resolution passed by a majority of members in number representing at least seventy-five per cent (75%) of the share capital; and

"statutory reserve" means the reserve to be maintained subject to and in accordance with article 197 of the Commercial Companies Act 1915.

1.2 Where the context so admits or requires, defined terms denoting the singular include the plural and vice versa and words denoting the masculine, feminine or neuter gender include all genders.

1.3 Unless the context otherwise requires, words and expressions contained in these articles bear the same meaning as in the Commercial Companies Act 1915 as at the date of the coming into effect of the relevant provisions of the articles.

1.4 The invalidity or unenforceability of any provision of these articles shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of the articles.

Art. 2. Legal form, Name, Objects, Registered office.

2.1 The company is a limited liability company under the Commercial Companies Act 1915 and is incorporated for an indefinite term.

2.2 The name of the company is: Fincentrum Holdings (Lux) S.a r.l.

2.3 The objects of the company are to acquire participations in companies and undertakings of whatever form, in Luxembourg and abroad, and to manage the same as well as to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

The objects of the company include participating in the creation, development, management and control of any company or undertaking.

The objects of the company include acquiring, by subscription, purchase, exchange or in any other manner, stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity.

In furtherance of its objects, the company may borrow in any form, except by way of public offering of bonds, and finance its subsidiaries and other group companies as well as third parties and it may give guarantees and provide security for its own obligations as well as those of group companies and third parties, including by pledging or otherwise encumbering its assets.

2.4 The registered office of the company is situated in the City of Luxembourg.

Art. 3. Share capital.

3.1 The share capital of the company is thirty-one thousand one hundred ten euros (EUR 31,110.00), divided into three hundred eleven million one hundred thousand (311,100,000) fully paid shares in registered form as follows:

- three hundred ten million (310,000,000) ordinary shares;
- one hundred thousand (100,000) class A shares (the "Class A Shares");
- one hundred thousand (100,000) class B shares (the "Class B Shares");
- one hundred thousand (100,000) class C shares (the "Class C Shares");
- one hundred thousand (100,000) class D shares (the "Class D Shares");
- one hundred thousand (100,000) class E shares (the "Class E Shares");
- one hundred thousand (100,000) class F shares (the "Class F Shares");
- one hundred thousand (100,000) class G shares (the "Class G Shares");
- one hundred thousand (100,000) class H shares (the "Class H Shares");
- one hundred thousand (100,000) class I shares (the "Class I Shares");
- one hundred thousand (100,000) class J shares (the "Class J Shares");
- seventy-five thousand (75,000) class Z-HC shares (the "HoldCo Exit Shares");
- fourteen thousand seven hundred (14,700) class Z-PS shares (the "PS Exit Shares"); and
- ten thousand three hundred (10,300) class Z-MN shares (the "MN Exit Shares"), with a nominal value of one one-hundredth of a eurocent (EUR 0.0001) each.

3.2 The rights and obligations attached to the classes of shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles.

3.3 The company may acquire its own shares and hold them in treasury. Shares may also be repurchased and are liable to be redeemed at the option of the company, at, above or below par. Where shares are to be acquired for value, repurchased or redeemed, the management board shall draw up interim accounts and Article 12.2 shall apply mutatis mutandis. Shares may only be acquired, repurchased or redeemed subject to and in accordance with the Commercial Companies Act 1915 and, except in the case of acquisition for no consideration, at the recommendation of the management board pursuant to a special resolution.

3.4 The rights attached to shares held in treasury, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended. Repurchased and redeemed shares are immediately treated as though they are cancelled and until the actual cancellation of such shares, all rights attached thereto shall also be suspended.

3.5 The company must issue each member, on demand and free of charge, with one or more certificates in respect of the shares which that member holds.

Art. 4. Cancellation of classes of shares - Partial liquidation.

4.1 Classes of shares can only be cancelled in reverse alphabetical order; first the Class J Shares, then the Class I Shares and so on and finally the Class A Shares.

4.2 In the event a class of shares is cancelled, the entire partial liquidation amount at such time, as determined by the management board by reference to interim accounts prepared for the purpose, shall be payable to the holders of shares of the relevant class on a pro rata and pari passu basis.

Art. 5. Register of members, Transfer and Transmission of shares.

5.1 The company shall maintain a register within the meaning of article 185 of the Commercial Companies Act 1915. No fee may be charged for registering any instrument of transfer or other document relating to or affecting title to any share and the company may retain any instrument of transfer which is registered.

5.2 Shares of any class may only be transferred, whether to a member or a non-member, simultaneously with a proportionate amount of shares of each other class held by the transferring member. Subject to the foregoing, shares are freely transferable among members. Shares cannot be transferred to non-members, unless the transfer has been agreed to by special resolution that is carried by members representing at least seventy-five per cent (75%) of the share capital.

For the avoidance of doubt, an entry in the register in respect of a transfer of shares shall be signed or initialled *in varietur* by a manager, whether manually, in facsimile or by means of a stamp, and neither the transferor nor the transferee shall be required to sign the relevant entry.

5.3 If shares are transmitted by operation of law, including by reason of death or merger or division of a member, the rights attached to such shares, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended until the transmission has been approved by members representing at least seventy-five per cent (75%) of the other shares in the company. No approval shall be required where shares are transmitted to any legal heirs or a surviving spouse of a deceased member.

Art. 6. Managers.

6.1 The management of the company is the responsibility of one or more managers. If two or more managers are in office they shall together constitute a management board, which board may exercise all powers not reserved by law to the general meeting or any other body of the company.

6.2 Managers are appointed by the general meeting. Managers may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both individuals and legal entities can be managers. The general meeting shall fix the managers' remuneration, if any.

6.3 If a seat is vacant on the management board, the management of the company shall be vested in the remaining managers or manager.

6.4 The quorum for meetings of the management board may be fixed from time to time by a decision of the board but it must never be less than two managers and unless otherwise fixed it is two managers. If the total number of managers for the time being is less than the quorum required, the management board must not take any decision other than a decision to call a general meeting so as to enable the members to appoint further managers.

6.5 Managers participate in a meeting of the management board, or part of a meeting of the management board, when the meeting has been called and takes place in accordance with these articles and they can each communicate to the other managers any information or opinions they have on any particular item of the business of the meeting. In determining whether managers are participating in a board meeting, it is irrelevant where any manager is or how they communicate with each other; provided, however, that the means of communication used permits all participants to communicate adequately and simultaneously.

6.6 Any and all communications, discussions and resolutions at meetings of the management board must be in English.

6.7 Every decision put to the vote of the management board shall be decided by a majority of the votes cast on the decision. No one shall be entitled to a casting vote.

6.8 Decisions of the management board may at all times be taken without holding a meeting. A board decision is taken in accordance with this Article 6.8 when all managers indicate to each other by any means that they share a common view on a matter. Such a decision may take the form of a written resolution, copies of which have been signed by each manager or to which each manager has otherwise indicated agreement in writing.

6.9 If the company only has one manager, the manager may take decisions without regard to any of the provisions of these articles relating to management board decision-making.

6.10 To the extent permitted by law, no manager shall be liable for the acts, neglects or defaults of any other manager or for any loss, damage or expense happening to the company in the execution of the duties of his office, unless the same shall happen by or through his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the company and in connection therewith to exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

Art. 7. Representation and Delegation.

7.1 The management board (or, for the avoidance of doubt, if the company only has one manager, the sole manager) represents and binds the company towards third parties.

7.2 The management board may delegate any of the powers which are conferred on it (including the power to represent the company) to such person or persons, by such means, to such an extent and on such terms and conditions, as it thinks fit. Any such delegation shall be governed by the general rules on powers of attorney.

Art. 8. Members' reserve power.

8.1 The members may, by ordinary resolution, direct the management board to take or refrain from taking specified action.

8.2 No such resolution relieves the managers from their duty or exonerates them from their responsibility and no such resolution invalidates anything which the managers have done before the passing of the resolution, nor does it affect the power to represent and bind the company towards third parties subject to and in accordance with Article 7.

Art. 9. Internal auditors.

9.1 Insofar as required by law, the company shall have one or more internal auditors, appointed by the general meeting, who may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both individuals and legal entities can be appointed as internal auditor.

9.2 The general meeting shall fix the internal auditors' remuneration, if any.

Art. 10. General meetings.

10.1 A general meeting (other than an adjourned meeting) must be called by notice of at least five (5) business days (that is, excluding the day of the meeting and the day on which the notice is given).

10.2 A general meeting may be called by shorter notice than that otherwise required if shorter notice is agreed by the members.

10.3 Notice of a general meeting must be sent to:

- (a) every member and every manager;
- (b) every pledgee and usufructuary to whom voting rights attaching to one or more shares are assigned; and
- (c) if in office, every internal auditor.

10.4 Notice of a general meeting must state:

- (a) the time, date and place of the meeting;
- (b) if it is anticipated that members will be participating by conference call, the dial-in number and if need be the passcode to gain access; and
- (c) the agenda of the meeting and specifically the text of the resolutions proposed.

10.5 Members may participate in a general meeting by electronic means, notably by conference call (real-time two-way communication enabling members to address the general meeting from a remote location). Members so participating shall be deemed present for the calculation of quorum and majority. If one or more members participate by electronic means, voting shall be by roll call. If all members participate by electronic means, the meeting shall be deemed to have taken place at the registered office.

10.6 Except where the law otherwise provides, every resolution put to a vote shall be decided by members representing more than half of the share capital. If this majority is not reached, an ensuing general meeting may be convened, by registered letter, and the resolution will then be passed by a simple majority of votes cast, regardless of the percentage of the share capital represented at such meeting. In case of an equality of votes, the chair of the meeting shall not be entitled to a casting vote.

10.7 Members may adopt resolutions in writing, rather than at a general meeting, if and so long as the aggregate number of members does not exceed twenty-five. In such instance, each member shall receive the text of the resolutions, in hard copy form or otherwise, and shall cast his votes in writing. Article 10.6 above shall apply mutatis mutandis.

Art. 11. Accounting.

11.1 The financial year of the company coincides with the calendar year.

11.2 Each financial year, the company must transfer an amount equal to five per cent (5%) of its net profit to the statutory reserve until the reserve reaches ten per cent (10%) of the share capital.

11.3 To the extent shares of different classes are in issue, disregarding shares that are held in treasury, repurchased or redeemed, the company shall maintain separate share premium accounts for all classes, and the holders of shares of the relevant classes are collectively and exclusively entitled, on a pro rata and pari passu basis, to the amount standing to their credit. For the avoidance of doubt, quasi-premium shall also be booked to separate class reserve accounts.

Art. 12. Dividends and other distributions.

12.1 Only the general meeting can declare a final dividend but a final dividend must not be declared unless the management board has made a recommendation as to its amount. Such a dividend must not exceed the amount recommended.

12.2 The management board may decide to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend out of equity available for distribution by reference to interim accounts prepared for the purpose and having regard to the rights of creditors; provided the decision is taken within two months after the date of the interim accounts.

12.3 Members participate in the profits of the company by reference to the number of shares they hold. Unless the members' resolution to declare a final dividend or management board decision to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend specify a later date, it must be paid by reference to each member's holding of shares on the date of the resolution or decision to declare or pay it.

12.4 In relation to a given distribution, the members may disapply Article 12.3 by a unanimous resolution; provided, however, that no member may be excluded or exonerated from sharing in the profits or losses of the company on a structural basis.

Art. 13. Termination of the company.

13.1 The company may be dissolved pursuant to a special resolution.

13.2 The company is not dissolved in any of the instances mentioned in article 1865 of the Civil Code and the company shall be continued in each such instance.

Art. 14. Amendment of articles.

14.1 Except where the law provides for conditions or procedures that are more restrictive, these articles may be amended by special resolution.

14.2 A change in nationality of the company requires the unanimous consent of the members.

Finally, the person appearing mentioned under point 2. above, acting as stated, declared:

The new shares mentioned above are hereby subscribed for by Subscriber PS and Subscriber MN, respectively. The increase of the share capital of the Company, in the amount of seven thousand seven hundred seventy-seven euros and fifty cents (EUR 7,777.50), has been paid up by a contribution in kind (transfer of twenty-six plus seventy-four shares of Fincentrum, a.s., a Slovak public limited company, representing one hundred per cent (100%) of the share capital of such company). Evidence of the value of the contribution, being six million seven hundred seventy-five thousand euros (EUR 6,775,000.00), was given to the Company so that the entire increase of the share capital is at the disposal of the Company, it being understood that an amount of six million seven hundred sixty-seven thousand two hundred twenty-two euros and fifty cents (EUR 6,767,222.50) shall be placed to the credit of the share premium account.

The costs, expenses, fees and charges of whatever kind, incurred by the Company or charged to it by reason of this deed, amount to approximately four thousand euro (EUR 4,000.00).

I, notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the persons appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Esch-sur-Alzette on the date first above stated. After the deed was read to the persons appearing, the persons appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinq avril a comparu par-devant moi, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg:

1. Maître Herald Aldo Schuurman, avocat, ayant son adresse professionnelle au cabinet Van Campen Liem Luxembourg, 2, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, agissant en sa qualité de représentant dûment autorisé de:

Bamboo Limited Partnership, une société en commandite de droit de Jersey, ayant son siège social au bâtiment Elizabeth House, 9 Castle Street, Saint-Héliier, Jersey JE2 3RT, immatriculée auprès du Registraire des Sociétés de Jersey sous le numéro 1592, agissant par un de ses commandités, ARX Equity Partners Limited, une société privée de droit de Jersey, ayant son siège social au bâtiment Elizabeth House, 9 Castle Street, Saint-Héliier, Jersey JE2 3RT, immatriculée auprès du Registraire des Sociétés de Jersey sous le numéro 83711 (l' «Associé»); et

2. Maître Fabian Céline Roland Piron, avocat, ayant son adresse professionnelle au cabinet Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, agissant en sa qualité de représentant dûment autorisé de:

a. Petr Stuchlik, né à Zlin (Tchéquie) le huit avril mille neuf cent soixante-dix-sept, demeurant au Ulcova 740/2a, Dolni Chabry, 184 00 Prague 8, Tchéquie («Souscripteur PS»); et

b. Martin Neiedly né à Brno (Tchéquie) le douze mars mille neuf cent soixante-quinze, demeurant au Mezilesi I 142/2, Pferov XI-Vinary, 751 24 Pferov, Tchéquie («Souscripteur MN») et ensemble avec Souscripteur PS, les «Souscripteurs».

Les comparants sont connus personnellement de moi, notaire soussigné, et les trois procurations données aux deux comparants sont paraphées ne varietur par les comparants et par moi, notaire, et sont annexées aux présentes.

Le comparant mentionné au point 1. ci-dessus a déclaré que l'Associé est l'associé unique de:

Fincentrum Holdings (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, pas encore inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés

Luxembourg, constituée le vingt-huit mars deux mille treize suivant acte passé devant moi, notaire, pas encore publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis (la «Société»).

Les comparants m'ont requis, notaire, d'acter ce qui suit: Résolutions

1. L'Associé, agissant en tant qu'associé unique de la Société, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, décide par les présentes d'augmenter le capital social de la Société de vingt-trois mille trois cent trente-deux euros et cinquante centimes (23.332,50 EUR) à trente-et-un mille cent dix euros (31.110,00 EUR) et, dans ce cadre, d'émettre les parts sociales suivantes, d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (0,0001 EUR) chacune, aux Souscripteurs:

i. à Souscripteur PS:

- quarante-cinq million cinq cent soixante-dix mille (45.570.000) parts ordinaires, numérotées de 232.500.001 à 278.070.000;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie A, numérotées de A-75.001 à A-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie B, numérotées de B-75.001 à B-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie C, numérotées de C-75.001 à C-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie D, numérotées de D-75.001 à D-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie E, numérotées de E-75.001 à E-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie F, numérotées de F-75.001 à F-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie G, numérotées de G-75.001 à G-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie H, numérotées de H-75.001 à H-89.700;

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie I, numérotées de I-75.001 à I-89.700; et

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie J, numérotées de J-75.001 à J-89.700; et ii. à Souscripteur MN:

- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie Z-PS, numérotées de Z-PS-1 à Z-PS-14.700;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie A, numérotées de A-89.701 à A-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie B, numérotées de B-89.701 à B-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie C, numérotées de C-89.701 à C-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie D, numérotées de D-89.701 à D-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie E, numérotées de E-89.701 à E-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie F, numérotées de F-89.701 à F-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie G, numérotées de G-89.701 à G-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie H, numérotées de H-89.701 à H-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie I, numérotées de I-89.701 à I-100.000;

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie J, numérotées de J-89.701 à J-100.000; et

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie Z-MN, numérotées de Z-MN-1 à Z-MN-10.300; et

2. L'Associé et les Souscripteurs, agissant en tant qu'associés de la Société, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, décident à l'unanimité par les présentes de refondre des statuts de la Société de la manière suivante:

STATUTS

Art. 1^{er}. Définition des termes et Interprétation.

1.1 Dans les présents statuts, sauf si le contexte l'exige autrement:

«associé» signifie le détenteur d'une ou plusieurs parts sociales et, à ce titre, un associé de la société;

«capitaux propres distribuables» signifie, à un moment donné, la somme des bénéfices ou pertes de l'exercice en cours plus les bénéfices reportés et les réserves distribuables, moins les pertes reportées et le montant à transférer à la réserve légale sous réserve de et conformément à l'Article 11.2;

«catégorie de parts sociales» signifie l'intégralité d'une catégorie de parts sociales de la société autre que les parts ordinaires, les Parts d'une Sortie d'HoldCo, les Parts d'une Sortie de PS et les Parts d'une Sortie de MN (tels qu'ils sont respectivement définis à l'Article 3.1);

«conseil de gérance» signifie le conseil de gérance de la société ou, lorsque le contexte le requiert, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique;

«dividende final» signifie un dividende déterminé par référence aux bénéfices fixés dans les comptes annuels de la société que l'assemblée générale a approuvés;

«gérant» signifie un gérant de la société;

«Loi de 1915 sur les sociétés commerciales» signifie la loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

«montant de liquidation partielle» à propos d'une annulation d'une catégorie de parts sociales, à un moment donné, signifie les capitaux propres distribuables plus la valeur nominale de la catégorie de parts sociales à annuler, plus une part proportionnelle de la réserve légale;

«part sociale» signifie une part dans le capital social la société;

«quasi-prime d'émission» signifie capitaux propres apportés mais non rémunérés par des titres (dans le sens du Règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable normalisé);

«réserve légale» signifie la réserve à conserver sous réserve de et conformément à l'article 197 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales;

«résolution ordinaire» signifie une résolution des associés adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social ou par une majorité simple des votes exprimés, sous réserve de et conformément aux Articles 10.6 et 10.7; «résolution spéciale» signifie toute résolution des associés autre qu'une résolution ordinaire et sauf indication contraire elle est une résolution adoptée par une majorité en nombre des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social; et

«société du groupe» à propos de la société, s'entend également de toute société mère (directe ou indirecte) de la société, avec ou sans personnalité juridique, et de toute filiale (directe ou indirecte) de cette société mère, avec ou sans personnalité juridique.

1.2 Lorsque le contexte le permet ou l'exige, les termes définis indiquant le singulier comprend le pluriel et vice-versa et les mots indiquant le genre masculin, féminin ou neutre comprend tous les genres.

1.3 Sauf si le contexte l'exige autrement, les mots et expressions contenues dans les présents statuts ont la même signification que dans la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales à la date de l'entrée en vigueur des dispositions pertinentes des statuts.

1.4 L'invalidité ou le caractère inapplicable d'une disposition des présents statuts n'aura pas d'effet sur la validité ou l'applicabilité des dispositions restantes.

Art. 2. Forme juridique, Dénomination, Objet, Siège.

2.1 La société est une société à responsabilité limitée selon la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et est constituée pour une durée illimitée.

2.2 La dénomination de la société est: Fincentrum Holdings (Lux) S.à r.l.

2.3 La société a pour objet la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et la gestion y relatifs ainsi que la réalisation de tout ce qui se rapporte à cet objet ou peut y être favorable, le tout au sens le plus large.

L'objet de la société comprend la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

L'objet de la société comprend l'acquisition par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

Dans la poursuite de son objet, la société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'émission publique d'obligations, et peut financer ses filiales et autres sociétés du groupe ainsi que des tiers et elle peut consentir des garanties et être caution pour ses propres obligations ainsi que celles de sociétés du groupe et de tiers, y compris en gageant ou en grevant d'une autre manière ses actifs.

2.4 Le siège social de la société est situé dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Capital social.

3.1 Le capital social de la société s'élève à trente-et-un mille cent dix euros (31.110,00 EUR), divisé en trois cent onze million cent mille (311.100.000) parts sociales nominatives entièrement libérées comme suit:

- trois cent dix million (310.000.000) parts ordinaires;
- cent mille (100.000) parts de catégorie A (les «Parts de Catégorie A»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie B (les «Parts de Catégorie B»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie C (les «Parts de Catégorie C»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie D (les «Parts de Catégorie D»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie E (les «Parts de Catégorie E»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie F (les «Parts de Catégorie F»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie G (les «Parts de Catégorie G»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie H (les «Parts de Catégorie H»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie I (les «Parts de Catégorie I»);
- cent mille (100.000) parts de catégorie J (les «Parts de Catégorie J»);
- soixante-quinze mille (75.000) parts de catégorie Z-HC (les «Parts d'une Sortie d'HoldCo»);
- quatorze mille sept cents (14.700) parts de catégorie Z-HC (les «Parts d'une Sortie de PS»); et

- dix mille trois cents (10.300) parts de catégorie Z-HC (les «Parts d'une Sortie de MN»), d'une valeur nominale d'un centième de centime d'euro (0,0001 EUR) chacune.

3.2 Les droits et obligations attachés aux catégories de parts sociales sont identiques, sauf disposition contraire des présents statuts.

3.3 La société peut acquérir ses parts sociales propres et les conserver en portefeuille comme des parts auto-détenues. Les parts sociales peuvent également être rachetées et sont aussi susceptibles d'amortissement au gré de la société, par voie de remboursement au pair ou au-dessus ou au-dessous du pair. Lorsque les parts sociales seront acquises à titre onéreux, rachetées ou amorties, le conseil de gérance doit établir des comptes intérimaires et l'Article 12.2 est applicable par analogie. Les parts sociales ne peuvent être acquises, rachetées ou amorties que sous réserve de et conformément à la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et, sauf en cas d'acquisition à titre gratuit, sur recommandation du conseil de gérance par une résolution spéciale.

3.4 Les droits attachés aux parts auto-détenues, y compris sans limitation le droit de vote et le droit de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus. Par ailleurs, les parts sociales rachetées ou amorties sont immédiatement traitées comme si elles étaient annulées et jusqu'à l'annulation effective de ces parts, tous les droits attachés à celles-ci seront également suspendus.

3.5 La société doit délivrer à chaque associé, sur demande et sans frais, un ou plusieurs certificats concernant les parts sociales que cet associé détient.

Art. 4. Annulation des catégories de parts sociales - Liquidation partielle.

4.1 L'annulation des catégories de parts sociales peut seulement être effectuée dans l'ordre inverse à l'ordre alphabétique; premièrement les parts sociales de Catégorie J, ensuite les Parts Sociales de Catégorie I et ainsi de suite et finalement les Parts Sociales de Catégorie A.

4.2 Dans le cas d'une annulation d'une catégorie de parts sociales, la totalité du montant de liquidation partielle au moment de l'annulation, déterminé par le conseil de gérance selon des comptes intérimaires préparés à cette occasion, doit être versé aux détenteurs de parts sociales de la catégorie concernée au prorata et sur un pied d'égalité.

Art. 5. Registre d'associés, Cession et Transmission de parts sociales.

5.1 La société doit tenir un registre au sens de l'article 185 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales. Aucun frais ne pourra être facturé pour l'enregistrement d'un instrument de cession ou tout autre document concernant ou affectant le titre de propriété d'une part sociale. La société peut retenir tout instrument de cession qui est enregistré.

5.2 Les parts sociales d'une catégorie peuvent être cédées, que ce soit à un associé ou à un non-associé, seulement en même temps que le nombre proportionnel de parts sociales de chaque autre catégorie détenues par l'associé cédant. Sous réserve de ce qui précède, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés sauf accord préalable des associés donné par une résolution spéciale qui est adoptée par les associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social.

Pour éviter toute confusion, l'inscription d'une cession de parts sociales dans le registre est signée ou paraphée ne varietur par un gérant, et le paraphe peut être soit manuscrit, soit imprimé, soit apposé au moyen d'une griffe, et ni le cédant ni le cessionnaire ne sont tenus de signer cette inscription.

5.3 Si les parts sont transmises de plein droit, en ce compris pour cause de mort ou en raison d'une fusion ou scission d'un associé, les droits attachés à ces parts, y compris sans limitation le droit de vote et le droit de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus jusqu'à ce que la transmission ait été approuvée par les associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) des autres parts sociales de la société. Aucun consentement ne sera requis pour la transmission des parts sociales aux héritiers légaux ou au conjoint survivant.

Art. 6. Gérants.

6.1 L'administration de la société incombe à un ou plusieurs gérants. Dans la mesure où deux ou plusieurs gérants sont en fonction, ils constitueront un conseil de gérance, lequel peut exercer tous les pouvoirs non dévolus à l'assemblée générale ou à un autre organe de la société.

6.2 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Tout gérant peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités légales peuvent être gérant. L'assemblée générale fixe la rémunération éventuelle des gérants.

6.3 En cas de vacance d'un poste de gérant, les gérants restants seront ou le gérant restant sera chargé(s) de l'administration de la société.

6.4 Le quorum pour une réunion du conseil de gérance peut être fixé au cas par cas par une décision du conseil, mais il ne doit jamais être inférieur à deux gérants et sauf décision contraire il est de deux gérants. Si le nombre total de gérants alors en fonction est inférieur au quorum requis, le conseil de gérance ne doit adopter aucune décision autre qu'une décision de convocation d'une assemblée générale afin de permettre aux associés de nommer des gérants supplémentaires.

6.5 Les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, ou à une partie d'une réunion du conseil de gérance, lorsque la réunion a été convoquée et a lieu conformément aux présents statuts et chaque gérant peut communiquer aux autres gérants toute information ou avis qu'il a sur tout point particulier de l'ordre du jour de la réunion. L'endroit

où se trouvent les gérants ou le moyen par lequel ils communiquent entre eux n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de leur participation à une réunion du conseil, à condition néanmoins que le moyen de communication utilisé permette à tous les participants de communiquer de manière appropriée et simultanée.

6.6 Toutes les communications, discussions et résolutions aux réunions du conseil de gérance doivent être en anglais.

6.7 Chaque décision soumise au vote du conseil de gérance sera prise à la majorité des voix exprimées. Aucun n'aura de voix prépondérante.

6.8 Les décisions du conseil de gérance peuvent être prises à tout moment sans qu'une réunion ne soit tenue. Une décision du conseil de gérance est prise conformément au présent Article 6.8 lorsque tous les gérants indiquent les uns aux autres par tout moyen qu'ils partagent une vision commune sur une question. Cette décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire a été signé par chaque gérant ou sur lequel chaque gérant a de toute autre façon indiqué son accord par écrit.

6.9 Si la société n'a qu'un seul gérant, celui-ci peut prendre des décisions sans tenir compte des dispositions des présents statuts relatives à la prise de décision par le conseil de gérance.

6.10 Sauf dispositions légales contraires, aucun gérant ne répondra des actes, des négligences ou des manquements d'un autre gérant, ni de la perte, du préjudice ou des frais subis par la société dans l'exercice des fonctions de ce gérant, à moins que ces événements ne surviennent parce qu'il n'a pas agi honnêtement et de bonne foi, dans l'intérêt de la société, et qu'il n'a pas montré le soin, la diligence et la compétence qu'une personne raisonnablement prudente montrerait dans des circonstances similaires.

Art. 7. Représentation et Délégation.

7.1 Le conseil de gérance (ou, pour éviter toute confusion, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique) représente et engage la société à l'égard des tiers.

7.2 Le conseil de gérance peut déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés (y compris le pouvoir de représenter la société) à toute personne ou personnes, par tous moyens, dans les limites de ceux-ci et selon les modalités et conditions, qu'il juge appropriés. Toute telle délégation est régie par les règles générales du mandat.

Art. 8. Pouvoir de réserve des associés.

8.1 Les associés peuvent, par voie de résolution ordinaire, enjoindre au conseil de gérance d'entreprendre ou de s'abstenir d'entreprendre une action déterminée.

8.2 Aucune telle résolution ne dispense les gérants de leurs fonctions ni n'exonère les gérants de leur responsabilité et aucune résolution n'annule les actes accomplis par les gérants avant l'adoption de la résolution ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société à l'égard des tiers sous réserve de et conformément à l'Article 7.

Art. 9. Commissaires aux comptes.

9.1 Dans la mesure où la loi le prescrit, la société doit avoir un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont nommés par l'assemblée générale et qui peuvent être suspendus ou révoqués de ses fonctions par l'assemblée générale à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités légales peuvent être commissaire aux comptes.

9.2 L'assemblée générale fixe la rémunération éventuelle des commissaires aux comptes.

Art. 10. Assemblées générales.

10.1 Une assemblée générale (autre qu'une assemblée ajournée) doit être convoquée par notification d'au moins cinq (5) jours ouvrables (en excluant le jour de l'assemblée et le jour de l'envoi de la notification).

10.2 Une assemblée générale peut être convoquée à plus brève échéance que celle requise autrement si tous les associés y consentent.

10.3 Une notification à une assemblée générale doit être envoyée à:

- (a) tous les associés et tous les gérants;
- (b) tous les créanciers gagistes et usufruitiers à qui le droit de vote rattaché à une ou plusieurs parts sociales est attribué; et
- (c) dans la mesure où ils sont en fonction, tous les commissaires aux comptes.

10.4 Une notification à une assemblée générale doit contenir:

- (a) l'heure, la date et l'endroit où se tiendra l'assemblée;
- (b) s'il est prévu que des associés participant par voie de conférence téléphonique, le numéro à composer et le code éventuel pour pouvoir accéder; et
- (c) l'ordre du jour de l'assemblée et notamment le texte des résolutions proposées.

10.5 Les associés peuvent participer à une assemblée générale par voie électronique, notamment par conférence téléphonique (communication bidirectionnelle en temps réel permettant aux associés de s'adresser à l'assemblée générale à partir d'un lieu éloigné). Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les associés qui participent ainsi. Si un ou plusieurs associés participent par voie électronique, les votes se font par appel nominal. Si tous les associés participent par voie électronique, l'assemblée est réputée se dérouler au siège social.

10.6 Sauf dispositions légales contraires, aucune résolution soumise à un vote n'est prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte, une seconde assemblée générale peut être convoquée, par lettre recommandée, et la résolution sera alors adoptée à la majorité simple des voix exprimés, quel que soit le pourcentage du capital social représenté à cette assemblée. En cas de partage des voix, le président de l'assemblée n'aura pas voix prépondérante.

10.7 Les associés peuvent adopter des résolutions par écrit, au lieu de les prendre en assemblée générale, si et tant que le nombre total d'associés ne dépasse pas vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé devra recevoir le texte des résolutions, par écrit ou autrement, et exprimera ses votes par écrit. L'Article 10.6 ci-dessus est applicable par analogie.

Art. 11. Comptabilité.

11.1 L'exercice social de la société coïncide avec l'année civile.

11.2 Chaque exercice social, il est fait, sur les bénéfices nets de la société, un prélèvement de cinq pour cent (5 %), affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10 %) du capital social, mais reprend du moment que ce pourcentage est entamé.

11.3 S'il existe plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts auto-détenues, rachetées ou amorties, la société devra tenir des comptes de primes d'émission distincts pour toutes les catégories. Les détenteurs de parts des catégories concernées auront un droit collectif, exclusif et proportionnel, sur un pied d'égalité, au montant créditeur de leurs comptes distincts. Pour éviter tout malentendu, quasi-prime d'émission soit aussi comptabilisé dans des comptes de réserve distincts en fonction des catégories de parts sociales.

Art. 12. Dividendes et Autres distributions.

12.1 Seule l'assemblée générale peut déclarer un dividende final mais un dividende final ne doit pas être déclaré sauf si le conseil de gérance a émis une recommandation quant à son montant. Ce dividende ne doit pas dépasser le montant recommandé.

12.2 Le conseil de gérance peut décider de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende à partir des capitaux propres distribuables selon les comptes intermédiaires préparés à cette occasion et au vu des droits des créanciers, à condition que cette décision soit prise dans les deux mois suivant la date des comptes intermédiaires.

12.3 Les associés participent aux bénéfices de la société par rapport aux nombres de parts sociales détenues. Sauf si la résolution des associés de déclarer un dividende final ou la décision du conseil de gérance de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende ne spécifie une date ultérieure, le montant concerné doit être versé par référence aux parts sociales détenues par chaque associé à la date de la résolution ou de la décision de le déclarer ou de le payer.

12.4 Les associés peuvent déroger à l'Article 12.3 par rapport à une distribution donnée par résolution unanime à condition toutefois qu'aucun associé ne peut être exclu ou exonéré, sur une base structurelle, du partage des bénéfices ou des pertes de la société.

Art. 13. Différentes manières dont finit la société.

13.1 La société peut être dissoute par une résolution de l'assemblée générale.

13.2 La société n'est pas dissoute dans les cas mentionnés dans l'article 1865 du Code civil et la société continuera dans chacun de ces cas.

Art. 14. Modification des statuts.

14.1 Sauf dispositions légales prévoyant des conditions ou des procédures qui sont plus restrictives, les présents statuts pourront être modifiés par résolution spéciale.

14.2 Le changement de la nationalité de la société nécessite l'accord unanime des associés.

Enfin, le comparant mentionné au point 2. ci-dessus, agissant comme indiqué, a déclaré:

Les parts sociales nouvelles mentionnées ci-dessus sont souscrites par respectivement Souscripteur PS et Souscripteur MN. L'augmentation de capital social de la Société, égale à sept mille sept cent soixante-dix-sept euros et cinquante centimes (7.777,50 EUR), a été libérée par un apport en nature (cession de vingt-six plus soixante-quatorze actions de Fincentrum, a.s., une société par actions slovaque, représentant cent pour cent (100 %) du capital social de cette société). La valeur de l'apport, égale à six million sept cent soixante-quinze mille euros (6.775.000,00 EUR), a été prouvée à la Société de sorte que la totalité de l'augmentation de capital social est à la disposition de la Société, étant entendu qu'un montant de six million sept cent soixante-sept mille deux cent vingt-deux euros et cinquante centimes (6.767.222,50 EUR) sera affecté au compte de prime d'émission.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent approximativement à quatre mille euros (4.000,00 EUR).

Moi, notaire, ayant connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande des comparants, ceux-ci, agissant comme indiqué ci-avant, ont stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite aux comparants, ceux-ci ont déclaré qu'ils comprennent la portée et les conséquences et ont ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: Schuurman, Piron, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 avril 2013. Relation: EAC/2013/4859. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013051994/609.

(130063767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Ludiam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1363 Howald, 1, rue du Couvent.

R.C.S. Luxembourg B 161.068.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am neunten Tag des Monats April.

Vor dem unterzeichnenden Maître Jean-Paul MEYERS, Notar mit Amtssitz zu Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

Wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft namens „LUDIAM S.A.“ abgehalten, einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in L-1857 Luxemburg, 93, Rue du Kiem, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter Nummer B 161.068 (die "Gesellschaft"), gegründet am 19. Mai 2011, gemäß einer notariellen Urkunde von Me Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter Nummer 1825, vom 10. August 2011 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") wurde seitdem nicht geändert.

Die Versammlung wurde eröffnet und den Vorsitz der Versammlung führte Frau Larisa Karnuchina-Popkova (der "Vorsitzende").

Der Vorsitzende ernannte zum Sekretär und die Versammlung wählt zum Wahlprüfer Herr Alexander Popkov.

Im Anschluss an diese Ernennungen erklärte der Vorsitzende und bat den Notar festzustellen, dass:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste angegeben sind (die "Aktionäre"). Diese Liste und die von den erschienenen Personen und dem Notar unterschriebenen Vollmachten werden dieser Urkunde ne varietur beigefügt, um mit ihr registriert zu werden.

II.- Die Anwesenheitsliste zeigt, dass alle zehntausend (10.000) Stückaktien der Gesellschaft, die 100% des Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, bei dieser außerordentlichen Hauptversammlung vertreten sind, so dass die Versammlung rechtsgültig konstituiert wurde und verbindlich über alle Angelegenheiten der Tagesordnung entscheiden kann, über welche die Aktionäre im Voraus informiert wurden.

III.- Die Aktionäre erklären, dass sie sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert betrachtet und auf die Einhaltung sämtlicher Einberufungsverfahren, d.h. insbesondere auf die Einberufung durch eingeschriebenen Brief, verzichten.

IV.- Die Aktionäre erklären, dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes

2. Statutarische Ernennungen

3. Verschiedenes

Nach sorgfältiger Beratung wurden einstimmig sodann die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Aktionäre bestimmen den Gesellschaftssitz auf folgende Adresse zu verlegen: L-1363 Howald (Gemeinde Hesperingen) 1, rue du Couvent

Zweiter Beschluss

Gemäß vorstehender Bestimmungen, erklären die Aktionäre den entsprechenden Artikel der Satzungen wie folgt abzuändern:

Art. 1. Zweiter Absatz. „Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Hesperingen (Großherzogtum Luxemburg).“

Dritter Beschluss

Die Aktionäre bekennen die Abtretung des aktuellen alleinigen Verwaltungsrats und den unbesetzten Posten des Kommissars durch Ableben desselben und geben den jeweiligen Amtsinhaber volle und uneingeschränkte Entlastung für Ihre jeweiligen Amtszeiten.

Die Aktionäre beschließen demnach die Ernennung folgender Personen bis zur Hauptversammlung von 2018:

Zum alleinigen Verwaltungsrat wird ernannt: Larisa KARNUCHINA, geboren am 4. November 1961 in ARCHANGELSKOJE (Russland), wohnhaft in L-1363 Howald (Luxembourg) 1, Rue du Couvent.

Zum Kommissar wird ernannt: Alexander POPKOV, geboren am 14. April 1960 in TCHAKI (Russland), wohnhaft in L-1363 Howald (Luxembourg) 1, rue du Couvent.

Da nichts weiteres auf der Tagesordnung vorgesehen ist und niemand mehr etwas vorbringen möchte, wird die Versammlung abgeschlossen.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Antrag des Komparenten, die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefasst ist, gefolgt von einer englischen Fassung, und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut die deutsche Fassung Vorrang haben soll.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Rambrouch, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Es folgt die englische Fassung des vorangegangenen Textes:

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of April.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company ("société anonyme") of "LUDIAM S.A.", ("the Company") a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1857 Luxembourg, 93, rue du Kiem, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.068 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, dated 19th May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1825, dated 10th August 2011. The articles of association of the Company (the "Articles") have not been amended since the incorporation of the Company.

The meeting is opened by Mrs. Larisa Karnuchina-Popkova being in the chair (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary, and the meeting elected as scrutineer, Mr. Alexander Popkov

These appointments having been made, the Chairman declared that and requested the notary to state that:

I.- The shareholders represented and the number of shares held by it are indicated on an attendance list ("the Shareholders"). This list and the proxy, after having been signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II.- This attendance list shows that all the 10.000 (ten thousand) shares of the Company representing 100% of the share capital of the Company, are represented at the present extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all the issues of the agenda which are known by the Shareholders.

III.- The Shareholders of the Company declare to have been duly informed of the holding of the present meeting and of its agenda and decide to waive all convening notices procedure in relation to this meeting.

IV.- The Shareholders declare that the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Transfer of the registered office of the Company
2. Statutory appointments
3. Miscellaneous. After due and careful deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

The Shareholders resolve to transfer the registered office of the Company to the following address: L-1363 Howald (Luxembourg) 1, rue du Couvent.

Second resolution

According to the before mentioned decision, the Shareholders resolve to amend the respective Article in the bylaws as following:

Art. 1. Second Paragraph. "The registered office is established in the municipality of Hesperange (Grand Duchy of Luxembourg)."

Third resolution

The Shareholders resolve to acknowledge the resignation of the actual director and the vacancy of the Statutory Auditor due to his decease and decide to give them full and definite discharge for their mandates.

The Shareholders then resolve to appoint until the meeting of shareholders of 2018:

As director: Larisa KARNUCHINA, born 04th November 1961 in ARCHANGELSKOJE (Russia), residing at L-1363 Howald (Luxembourg) 1, Rue du Couvent.

As new statutory auditor: Alexander POPKOV, born 14 April 1960 in TCHAKI (Russia), residing at L-1363 Howald (Luxembourg) 1, rue du Couvent.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in German followed by an English version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the German version, the German version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up at Rambrouch, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, acting as said before, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: Karnuchina-Popkova, Popkov, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 avril 2013. Relation: RED/2013/563. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgestellt auf Normalpapier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 22. April 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013052113/117.

(130063422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Pampero International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 286.026,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 169.179.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053533/11.

(130065824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Master 6, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.054.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 162.797.

In the year two thousand and thirteen, the twenty-sixth day of the month of March.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Alpha Private Equity Fund 6 (SCA) SICAR, an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 161 613, represented by its managing general partner, Alpha Private Equity Fund 6 Management Company, a private limited company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 161.408;

in its capacity as sole shareholder of Master 6, a private limited company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 162.797, incorporated on 12 July 2011 pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, then notary residing in Rambrouch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 13 October 2011, number 2470 (the Company), the articles of incorporation of which were amended on 29 December 2011, pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, then notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, dated 29 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 10 March 2012, number 639, and amended on 18 March 2013, pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 18 March 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

here represented by Sébastien WIANDER, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 25 March 2013.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. Alpha Private Equity Fund 6 (SCA) SICAR is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder) and represents the entire share capital of the Company;

II. the Company's share capital is presently set at seven hundred and ninety-five thousand five hundred euro (EUR 795,500.-), represented by seven hundred and ninety-five thousand five hundred (795,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each;

III. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of two hundred and fifty-nine thousand euro (EUR 259,000.-) in order to bring it from its present amount of seven hundred and ninety-five thousand five hundred euro (EUR 795,500.-) to one million fifty-four thousand five hundred euro (EUR 1,054,500.-) by the issuance of two hundred and fifty-nine thousand (259,000) shares, in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder declares to subscribe to the two hundred and fifty-nine thousand (259,000) newly issued shares of the Company having a par value of one euro (EUR 1.-) each and to fully pay up the shares by way of a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-five million nine hundred thousand euro (EUR 25,900,000.-).

The surplus between the amount contributed and the nominal value of the newly issued shares being twenty-five million six hundred and forty-one thousand euro (EUR 25,641,000.-) is to be allocated to the share premium reserve of the Company.

The twenty-five million nine hundred thousand euro (EUR 25,900,000.-) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Second resolution

The Sole Shareholder notes that, as a consequence of the preceding resolution, article 5.1 of the articles of association of the Company is restated and shall henceforth be worded as follows:

"The share capital is set at one million fifty-four thousand five hundred euro (EUR 1,054,500.-), represented by one million fifty-four thousand five hundred (1,054,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately six thousand seven hundred euro (EUR 6,700.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sixième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Alpha Private Equity Fund 6 (SCA) SICAR, une société d'investissement en capital risque sous la forme d'une société en commandite par actions constituée et régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.613, représentée par son associé-gérant-commandité, Alpha Private Equity Fund 6 Management Company, une société

à responsabilité limitée, ayant son siège social au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.408,

en sa capacité d'associé unique de Master 6, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162 797, Grand-Duché du Luxembourg (la Société), constituée suivant acte reçu par Edouard DELOSCH, alors notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 juillet 2011, publié le 13 octobre 2011 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2470, dont les statuts ont été modifiés conformément à l'acte dressé par Maître Edouard DELOSCH, alors notaire résidant à Rambrouch, Grand-duché de Luxembourg, en date du 29 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 639 du 10 mars 2012, et modifiés conformément à l'acte dressé par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg, en date du 18 mars 2013, n'ayant pas encore été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

ici représentée par Sébastien WIANDER, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par les mandataires de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'énoncé précédemment, a requis le notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

I. Alpha Private Equity Fund 6 (SCA) SICAR est l'associé unique de la Société (l'Associé Unique) et représente l'intégralité du capital social de la Société;

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à sept cent quatre-vingt-quinze mille cinq cents euros (EUR 795.500,-), représenté par sept cent quatre-vingt-quinze mille cinq cents (795.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune;

III. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent cinquante-neuf mille euros (EUR 259.000,-) afin de le porter de sa valeur actuelle de sept cent quatre-vingt-quinze mille cinq cents euros (EUR 795.500,-) à un million cinquante-quatre mille cinq cents euros (EUR 1.054.500,-) par l'émission de deux cent cinquante-neuf mille (259.000) parts sociales sous forme nominative, toutes les parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique déclare souscrire aux deux cent cinquante-neuf mille (259.000) parts sociales nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et procéder à la libération intégrale des parts sociales par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent mille euros (EUR 25.900.000,-).

Le surplus entre le montant ainsi apporté et la valeur nominale des parts sociales étant de vingt-cinq millions six cent quarante-et-un mille euros (EUR 25.641.000,-) est alloué au compte des primes d'émission de la Société.

Le montant de vingt-cinq millions neuf cent mille euros (EUR 25.900.000,-) est désormais à la disposition de la Société; la preuve en ayant été rapporté au notaire soussigné qui en a expressément pris connaissance.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique note que l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à un million cinquante-quatre mille cinq cents euros (EUR 1.054.500,-), représenté par un million cinquante-quatre mille cinq cents (1.054.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais et dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison du présent acte est évalué environ à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. WIANDER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 27 mars 2013. Relation: DIE/2013/3898. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052119/139.

(130063836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Capita Fiduciary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 117.939.

L'an deux mille treize, le quatre avril,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société Capita Fiduciary S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 16, Avenue Pasteur à L-2310 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.939 (la "Société").

A comparu

l'actionnaire unique de la Société (l'"Actionnaire Unique") CAPITA FIDUCIARY GROUP S.A., une société anonyme ayant son siège social 16, Avenue Pasteur L-2310 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.080, dûment représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, par l'intermédiaire de son mandataire, prie le notaire d'acter que:

(i) les 10.561 actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Actionnaire Unique a été préalablement informé.

(ii) l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de EUR 1'500'000 afin de le porter de son montant actuel de EUR 10'561'000 à EUR 12'061'000, par la création et l'émission de 1'500 actions ordinaires de la Société ayant chacune une valeur nominale de EUR 1'000;

2. Souscription, allocation et paiement des 1'500 actions ordinaires de la Société via un apport en numéraire, par l'actionnaire unique de la Société, d'un montant d'EUR 1'500'000;

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital de la Société;

4. Divers

Après que l'agenda ait été approuvé par l'Actionnaire Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de procéder à l'augmentation du capital social d'un montant de EUR 1'500'000 (un million cinq cents mille Euros) afin de le porter de son montant actuel de EUR 10,561,000 (dix millions cinq cent soixante et un mille Euros) à EUR 12'061'000,- (douze millions soixante et un mille Euros) par la création et l'émission de 1'500 (mille cinq cents) actions ordinaires nouvelles de la Société ayant chacune une valeur nominale de EUR 1'000,- (mille Euros), le tout étant intégralement libéré et payé par l'Actionnaire Unique par un apport en numéraire.

Deuxième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription à l'augmentation du capital social d'un montant de EUR 1'500'000 (un million cinq cents mille Euros) par l'Actionnaire Unique par un apport en numéraire (l'"Apport").

Intervention - Souscription - Paiement

L'Actionnaire Unique, représenté par son mandataire, a alors déclaré souscrire à l'augmentation de capital susmentionnée à hauteur de EUR 1'500'000 (un million cinq cents mille Euros), et par conséquent de souscrire aux 1'500 (mille cinq cents) actions ordinaires de la Société.

Par conséquent, la totalité des 1'500 (mille cinq cents) actions ordinaires a été intégralement libérée au moyen de l'Apport.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné par la production d'un certificat de blocage émis par BGL BNP PARIBAS Luxembourg confirmant le blocage d'un montant d'EUR 1'500'000 (un million cinq cents mille Euros) sur le compte bancaire de la société.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'Apport ayant été pleinement réalisé et le paiement requis ayant été fait, l'Actionnaire Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui devra désormais être lu comme suit:

" **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à douze millions soixante et un mille Euro (12'061'000,- EUR), divisé en douze mille soixante et une (12'061) actions ordinaires d'une valeur nominale de mille euros (1'000 EUR) chacune, le tout entièrement libéré".

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital est estimé à 2.400,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la personne comparante, connu du notaire instrumentant, par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 avril 2013. Relation GRE/2013/1511. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013051895/68.

(130063876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Juno Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 175.108.

Extrait des contrats de cession de parts de la Société daté du 12 avril 2013

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 12 avril 2013, Mr Sherman Ma a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 614 parts sociales d'une valeur de 100 Euros chacune, à Quaker Partners LLC, une limited liability company, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du registre de commerce du Delaware sous le numéro 5071296.

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 12 avril 2013, Cooperative Minerva and Artemis Holdings U.A. a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 11.466 parts sociales d'une valeur de 100 Euros chacune, à Quaker Partners LLC, une limited liability company, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du registre de commerce du Delaware sous le numéro 5071296.

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 12 avril 2013, Mme Christine Parseghian a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 845 parts sociales d'une valeur de 100 Euros chacune, à Quaker Partners LLC, une limited liability company, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du registre de commerce du Delaware sous le numéro 5071296.

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 12 avril 2013, Mr Gregory Parseghian a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 845 parts sociales d'une valeur de 100 Euros chacune, à Quaker Partners LLC, une limited liability company, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis, enregistrée auprès du registre de commerce du Delaware sous le numéro 5071296.

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 12 avril 2013, Ma Family Trust, représentée par son Trustee, US Trust Company of Delaware, a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 13.230 parts sociales d'une valeur de 100 Euros chacune, à Quaker Partners LLC, une limited liability company, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis, enregistrée auprès du registre de commerce du Delaware sous le numéro 5071296.

En vertu d'un deuxième contrat de cession de parts daté du 12 avril 2013, Quaker Partners LLC a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 27.000 parts sociales d'une valeur de 100 Euros chacune, à Hestia Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois enregistrée auprès du registre de commerce du Luxembourg sous le numéro B174.028 et ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Par conséquent, Hestia Holdings S.à r.l. est l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013052085/44.

(130063893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Testudo Investment Partnership S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.743.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteenth, on the ninth day of April.

Before the undersigned Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Testudo Investment HoldCo S.à r.l., a company having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, here represented by Mr Vincent van den Brink, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company (the "Articles"), it deems to incorporate as shareholder or with any person or entity which may become shareholder of this company in the future.

Art. 1. Name. There is hereby formed a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company under the name "Testudo Investment Partnership S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "Sociétés à responsabilité limitée".

Art. 2. Object. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 2.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholder(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General Meetings of shareholders. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be shareholder.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholder(s) at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole shareholder takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual general meeting. An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company, which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each shareholder may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the company. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the Law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and accounting and annual accounts, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of shareholders, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 20. Transitory measures. Exceptionally the first financial year shall begin today and end on the 31st day of December 2013.

Subscription and Payment

The one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed by Testudo Investment HoldCo S.a r.l., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about nine hundred euros (EUR 900.-).

Resolutions of the sole associate

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager A for an undetermined duration:

- Mr Robert H. Strietzel, born on 10th of September 1975 in Schwerin, Germany, professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

Is appointed as manager B for an undetermined duration:

- Mr Fabrice M.G. Mas, born on 24th of April 1979 in Meaux, France, professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes

Im Jahr zweitausend dreizehn, am neunten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Edouard Delosch, mit dem Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCIENEN:

Testudo Investment HoldCo S.à r.l., eine Gesellschaft mit Sitz in 46A, Avenue J.F. Kennedy, Luxembourg, L-1855, die Eintragung ins luxemburgische Handelsregister ist in Bearbeitung, hier vertreten durch Herrn Vincent van den Brink, Angestellter, mit beruflicher Adresse in Luxembourg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten der Erschienenen und dem unterzeichneten Notar „ne varietur“ unterzeichnet wurde, liegt dieser Urkunde zum Zwecke der Registrierung bei.

Die Erschienene, vertreten wie vorstehend, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung der zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung, „Société à responsabilité limitée“, (die „Satzung“) wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es wird eine Gesellschaft „Société à responsabilité limitée“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, unter der Bezeichnung „Testudo Investment Partnership S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) gegründet, die der gegenwärtigen Satzung, sowie der gegenwärtigen Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz“), sowie dem Gesetz vom 18. September 1933 und dem vom 28. Dezember 1992 über „Société à responsabilité limitée“.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung von solchen Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, sowie Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonst wie erwerben, und im allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht anderer Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Angeboten. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften oder jede andere Konzerngesellschaft. Die Gesellschaft kann des Weiteren Bürgschaften und Sicherungen zugunsten Dritter, zur Sicherung ihrer eigenen Verpflichtungen sowie zur Sicherung der Verpflichtungen ihrer Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder der Konzerngesellschaft, gewähren.

Die Gesellschaft kann ferner Wertbestände teilweise oder ganz verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür bestellen. Mit dem Ziel einer effizienten Verwaltung kann sich die Gesellschaft im allgemeinen in Bezug auf ihre Anlagen aller Techniken und Instrumente bedienen, einschließlich der Techniken und Instrumente, die dazu konzipiert sind, die Gesellschaft gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

Die Gesellschaft kann jegliche Handels- und Finanzgeschäfte, sowie industrielle Operationen im Zusammenhang mit dem direkten oder indirekten Erwerb von beweglichem und unbeweglichem Eigentum tätigen.

Die Gesellschaft kann jegliche Handels- und Finanzgeschäfte, sowie industrielle Operationen vornehmen, die zur Förderung des im obengenannten Paragraphs des Artikels 2 bezeichneten Gesellschaftszwecken dienen oder dienen sollen.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann durch Beschluss der Geschäftsführung der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss der ausserordentlichen Gesellschafterversammlung gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Ausland verlegt werden.

Geschäftsräume und Zweigniederlassungen (sollten sie Niederlassung sein oder nicht) können entweder in Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sollte die Geschäftsführung feststellen, dass aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation mit dem Gesellschaftssitz oder zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, aufgetreten sind oder bevorstehen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur vollständigen Aufhebung dieser Ereignisse, ins Ausland verlegt werden; diese einstweiligen Massnahmen beeinträchtigen in keinsten Weise die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital ist auf EUR 12.500,- (zwölf tausend fünfhundert Euro) festgelegt und besteht aus 1.250.000 Gesellschaftsanteile (eine Million zweihundert fünfzigtausend Euro) mit einem Nennwert je Gesellschaftsanteil von EUR 0.01- (ein Cent).

Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile. Jeder Gesellschaftsanteil der Gesellschaft gewährt gleiches Stimmrecht und jeder Gesellschafter hat Stimmrecht im Verhältnis zu der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile.

Die Gesellschaftsanteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteile an Nicht-Gesellschafter bedingt der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

Die Gesellschaftsanteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Gesellschaftsanteil nur ein Besitzer anerkannt wird.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteil durch den einstimmigen Beschluss der ausserordentlichen Gesellschafterversammlung, wobei das ganze gezeichnete Stammkapital vertreten sein muss, zurückkaufen.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem Einzelgeschäftsführer oder von mehreren Geschäftsführern geleitet. Im Fall der Ernennung mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführerversammlung, wobei jeder Geschäftsführer entweder als Kategorie A oder als Kategorie B Geschäftsführer ernannt wird.

Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden durch einen mit einfacher Mehrheit gefassten Beschluss der Gesellschafterversammlung oder durch den Beschluss des Einzelgesellschafters ernannt, welche die Dauer, die Vergütung sowie den Umfang des Mandats festlegen.

Die Gesellschafterversammlung oder (gegebenfalls) des Einzelgesellschafters, kann die Geschäftsführer ad nutum jederzeit vom Amt abberufen oder ersetzen.

Alle Vollmachten, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Gesellschafterversammlung, oder (gegebenfalls) des Einzelgesellschafters, vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Einzelgeschäftsführers, oder wenn die Gesellschaft von mehr als einem Geschäftsführer geleitet wird, der Geschäftsführerversammlung.

Art. 8. Vertretung. Die Gesellschaft wird nach außen vertreten durch die alleinige Unterschrift des Einzelgeschäftsführers. Im Fall der Ernennung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft vertreten durch die Unterschrift von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B, oder durch die Unterschrift von zwei Geschäftsführern der Kategorie B für jegliche Geschäfte die einen bestimmten Wert nicht übersteigen, die vorher von der Geschäftsführerversammlung festgelegt wurden. Es steht der Geschäftsführerversammlung von Zeit zu Zeit zu, ihre Vollmachten an einen oder mehrere ad hoc Agenten zu delegieren, die selbst nicht Gesellschafter oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen.

Die Geschäftsführerversammlung wird den Umfang der Vollmacht, die Pflichten, die Vergütung ihrer Agenten, sowie die Dauer der Vertretung und jegliche andere relevante Bedingungen seiner/ihrer Befugnisse in Bezug auf die Vollmacht festlegen.

Art. 9. Sitzung. Im Fall von mehreren Geschäftsführern wird die Geschäftsführerversammlung aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden bestellen. Die Geschäftsführerversammlung kann auch einen Sekretär bestellen, der kein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollierung der Beschlüsse der Geschäftsführerversammlung zuständig ist.

Die Geschäftsführerversammlung wird von einem Geschäftsführer einberufen.

Die schriftliche Mitteilung über jede Geschäftsführerversammlung soll vorher an alle Geschäftsführer ergehen, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Protokoll der Geschäftsführerversammlungssitzung angegeben ist.

In jeder Mitteilung sollen der Versammlungsort, die Versammlungszeit und die Beratungsgegenstände angegeben werden.

Die Einberufungsmittteilung kann durch mündliche oder schriftliche Mitteilung, per Fax, Kabel, Telegram, Telex oder elektronische Mittel erfolgen.

Auf die Einberufungsmittteilung kann verzichtet werden, wenn das schriftliche Einverständnis jedes Geschäftsführers per Brief, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels vorliegt.

Die Geschäftsführerversammlung kann ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer bei der Geschäftsführerversammlung anwesend oder vertreten sind.

Die Mehrheit der Geschäftsführer, die anwesend oder vertreten sind, bildet das Quorum, vorausgesetzt, dass ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B anwesend sind.

Jeder Geschäftsführer kann sich durch schriftliche Bevollmächtigung, durch Fax oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels von einem anderen Geschäftsführer bei einer Geschäftsführerversammlungssitzung vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Geschäftsführerversammlungssitzung mittels Telefon- oder Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen sämtliche Versammlungsteilnehmer sich hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an der Geschäftsführerversammlungssitzung im Wege eines dieser Mittel gilt als der persönlichen Teilnahme an der Geschäftsführerversammlungssitzung gleichgestellt.

Soweit nicht anderweitig von der gegenwärtigen Satzung geregelt, werden Entscheidungen der Geschäftsführerversammlungssitzung durch einfache Mehrheit getroffen, welche mindestens die Stimmen eines anwesenden oder vertretenen Geschäftsführers der Kategorie A und der Kategorie B umfassen muss.

Beschlüsse der Geschäftsführerversammlungssitzung können auch durch einen von allen Geschäftsführern unterzeichneten schriftlichen Umlaufbeschluss gefasst werden. Diese Umlaufbeschlüsse sind den Beschlüssen einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführerversammlungssitzung gleichgestellt.

In Fall von Umlaufbeschlüssen sollen diese ausdrücklich getroffen werden und können mittels Brief, E-Mail, Fax, Telefonkonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel übermittelt werden.

Die Unterschriften der Geschäftsführer auf einem Umlaufbeschluss können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren, per Brief oder Telefax verschickten Kopien des selben Beschlusses angebracht werden.

Das Protokoll der Geschäftsführerversammlungssitzung wird von dem Vorsitzenden unterzeichnet.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer übernehmen auf der Grundlage ihres Amtes keine persönliche Haftung für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind; als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 11. Gesellschafterversammlung. Gesellschafterversammlungen können von der Geschäftsführerversammlung oder durch die Stimme der Gesellschafter die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Die schriftliche Einberufung der Gesellschafterversammlung und ihre Tagesordnung soll nach den gesetzlichen Voraussetzungen verfasst werden und den Ort und die Uhrzeit angeben.

Die Gesellschafterversammlung kann ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden, wenn alle Gesellschafter bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Gesellschafterversammlung und ihre Tagesordnung informiert worden sind.

Jeder Gesellschafter kann sich bei der Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er eine andere Person oder einen anderen Gesellschafter schriftlich zum Vertreter ernannt.

Die Gesellschafterversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit.

Beschlüsse über Satzungsänderungen können nur durch Mehrheitsbeschluss der Gesellschafter im Rahmen einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung gefasst werden wobei drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten sein müssen.

Ein Einzelgesellschafter übt sämtliche Befugnisse der Gesellschafterversammlung alleine aus.

Der Einzelgesellschafter trifft alle Entscheidungen die über die Befugnisse der Geschäftsführerversammlung hinausgehen.

Art. 12. Jährliche allgemeine Gesellschafterversammlung. Am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort, der in der Ladung mitgeteilt wurde, findet eine Gesellschafterversammlung über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft einmal jährlich spätestens innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahres statt.

Art. 13. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 14. Jahresabschluss. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres lässt die Geschäftsführerversammlung einen Jahresabschluss erstellen, der das Gesellschaftsvermögen einschließlich aller Aktiva und Passiva der Gesellschaft erfasst.

Jeder Gesellschafter wird der Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme zur Verfügung gestellt.

Art. 15. Buchprüfung. Für den Fall, dass die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, soll sie von einem oder mehreren satzungsgemäßen Buchprüfer(n) (commissaires) beaufsichtigt werden, die Gesellschafter sein dürfen, aber keine Gesellschafter sein müssen.

Die Dauer des Mandats jedes satzungsgemäßen Buchprüfers endet mit der jährlichen Gesellschafterversammlung, welche dem Jahre seiner Ernennung folgt und die den Jahresabschluss genehmigt.

Am Ende dieses Zeitraums wird ein satzungsgemäßer Buchprüfer mit Beschluss der Gesellschafterversammlung oder des Einzelgesellschafters erneut bestellt.

Falls die Gesellschaft die Schwellen des Artikels 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister überschreitet, muss von der Gesellschafterversammlung oder (gegebenfalls) dem Einzelgesellschafter ein oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer ("réviseurs d'entreprises agréés") unter den registrierten unabhängigen Wirtschaftsprüfern des Registers der "Commission de Surveillance du Secteur Financier" ernannt werden.

Ungeachtet der oben genannten Schwellen, kann ein oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer jederzeit von der Gesellschafterversammlung oder (gegebenfalls) dem Einzelgesellschafter ernannt werden, wobei auch die Bedingungen seines/ihrer Mandats festgelegt werden.

Art. 16. Gewinnverwendung. Von dem im Jahresabschluss ausgewiesenen Bruttogewinn der Gesellschaft wird der Nettogewinn durch Abzug der Gemeinkosten, Amortisierungen und Ausgaben ermittelt.

Ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Jahresnettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugewiesen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft beträgt.

Aufgrund der Empfehlung der Geschäftsführerversammlung entscheidet die Gesellschafterversammlung über die Verwendung des verfügbaren jährlichen Gewinns. Sie kann entscheiden, den gesamten Gewinn den Rückstellungen zuzuführen, ihn auf neue Rechnung zu übertragen oder ihn in Form von Dividenden an die Gesellschafter auszuschütten.

Art. 17. Gewinnverwendung. Ungeachtet der Bestimmungen des vorherigen Artikels, kann die Gesellschafterversammlung auf Vorschlag der Geschäftsführerversammlung vor dem Ende des laufenden Geschäftsjahres die Ausschüttung von Zwischendividenden genehmigen, soweit aufgrund eines Zwischenabschlusses belegt ist, dass ausreichende finanzielle Mittel für die Ausschüttung zur Verfügung stehen. Der auszuschüttende Betrag darf die seit Ende des vergangenen Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss genehmigt wurde, angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinn und Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Beiträge, welche nach den Regelungen dieser Satzung und des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils aktuellen Fassung einer Rücklage zugeführt werden müssen, nicht übersteigen.

Art. 18. Auflösung - Liquidation. Die Gesellschafterversammlung mit der durch das Gesetz bestimmten Mehrheit, oder (gegebenfalls) der Einzelgesellschafter, kann die Auflösung und die Liquidation der Gesellschaft beschließen.

Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können, und die durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, oder (gegebenfalls) des Einzelgesellschafters ernannt werden, welche auch den Umfang ihrer Vollmachten und ihrer Vergütung festlegt.

Nachdem die Liquidation abgeschlossen wurde, werden die Vermögensgegenstände der Gesellschaft an die Gesellschafter im Verhältnis zu den von jedem Gesellschafter an der Gesellschaft gehaltenen Geschäftsanteile ausgezahlt.

Art. 19. Allgemeine Bedingungen. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in der gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

Art. 20. Übergangsregelungen. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am Tage der Gesellschaftsgründung und endet am 31. Dezember 2013.

Stammeinlagen

Daraufhin erklärt Testudo Investment HoldCo S.à r.l., genannt und vertreten wie vorstehend angegeben, eine Million zwei hundert fünfzigtausend Geschäftsanteile zu zeichnen.

Alle gezeichneten Geschäftsanteile sind vollständig durch Barzahlung bezahlt und der Betrag von EUR 12.500,- (zwölf-tausend fünfhundert Euro) steht zur Verfügung der Gesellschaft, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich beurkundet.

Kosten

Die erschienene Person hat die Summe der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Gebühren jeglicher Art, die der Gesellschaft obliegen oder die sie infolge ihrer Gründung zu tragen hat, auf ungefähr neun hundert Euro EUR 900.- geschätzt.

Beschluss des Einzelgesellschafters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der Einzelgesellschafter der Gesellschaft, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die folgende Person wird für einen unbefristeten Zeitraum zu einem Kategorie A Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Robert H. Strietzel, geboren am 10. September 1975 in Schwerin, Deutschland, berufliche Adresse 46A, Avenue J.F. Kennedy, Luxembourg, L-1855;

Die folgende Person wird für einen unbefristeten Zeitraum zu einem Kategorie B Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Fabrice M.G. Mas, geboren am 24. April 1979 in Meaux, Frankreich, berufliche Adresse 46A, Avenue J.F. Kennedy, Luxembourg, L-1855.

2) Der Sitz der Gesellschaft ist 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des erschienenen Person die gegenwärtige Urkunde auf English abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

Worüber Urkunde, aufgenommen wird in Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Bevollmächtigten, dessen Name, Familienstand und Adresse dem Notar bekannt sind, hat dieser zusammen mit uns Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: V. VAN DEN BRINK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 12 avril 2013. Relation: DIE/2013/4778. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 22. April 2013.

Référence de publication: 2013052276/436.

(130063770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

SES Astra 1KR S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6832 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 105.436.

—
EXTRAIT

Suite aux résolutions de l'actionnaire unique en date du 27 mars 2013, le mandat du réviseur d'entreprises, Ernst & Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, n'a pas été renouvelé.

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg a été élu Réviseur d'Entreprise et le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Betzdorf, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013053008/15.

(130064519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

rewe assurances sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5770 Weiler-la-Tour, 33, rue du Schlammestee.

R.C.S. Luxembourg B 176.747.

—
STATUTS

L'an deux mille treize,

Le seize avril.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

Monsieur René WEBER, agent d'assurances, né à Luxembourg, le 18 mai 1956, demeurant à L-5770 Weiler-la-Tour, 33, rue du Schlammestee,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes.

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une agence d'assurance par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs personnes physiques dûment agréées.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales industrielles et financières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 3. La société prend la dénomination de "rewe assurances sàrl".

Art. 4. Le siège social est établi à Weiler-la-Tour.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Souscription et Libération

Les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été souscrites par Monsieur René WEBER, prénommé.

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mille treize.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille six cents euros (EUR 1.600,00).

Décisions de l'associé

Le comparant, représentant la totalité du capital social, a ensuite pris les décisions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un.
- 2.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:
 - Monsieur René WEBER, prénommé.

La société est engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle du gérant.

- 3.- L'adresse de la société est fixée à L-5770 Weiler-la-Tour, 33, rue du Schlammestee.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Weber; E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 avril 2013. Relation: LAC/2013/17813. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051786/85.

(130063912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

WPP Luxembourg Beta Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.214.575.100,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.207.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé signé en date du 21 mars 2013 que WPP Luxembourg Beta S.à.r.l., associé de la Société, a cédé la totalité des 29.479.149 parts sociales ordinaires de classe A détenues dans la Société à WPP Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68213.

De sorte qu'à compter du 21 mars 2013, le capital social de la Société est réparti comme suit:

- WPP Luxembourg S.à r.l. détient 29.479.149 parts sociales ordinaires de catégorie A;
- WPP 1178 détient 1.768.594 parts sociales ordinaires de catégorie A;
- WPP Luxembourg Europe S.à r.l. détient 898.008 parts sociales ordinaires de catégorie A.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WPP Luxembourg Beta Three S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013053097/20.

(130064984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Eurocom Shop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 107.721.

I. Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Strassen en date du 19 mars 2013

3^{ème} Résolution

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur GILQUEL Michel, Administrateur-Délégué de la société. Il assumera cette fonction pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur dans la Société.

5^{ème} Résolution

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Michel GILQUEL en tant que Président du Conseil d'Administration jusqu'à la fin de son mandat d'administrateur.

II. Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de façon exceptionnelle le 19 avril 2013 au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen

6^{ème} Résolution

L'Assemblée Générale prend acte du décès de Monsieur FARVAQUE Bruno, administrateur-délégué de la société, au 30 juillet 2012.

L'Assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur, Monsieur RICHARD Patrick, demeurant au 8/31, Rue Albert Bailly - Résidence de l'Isle, F-59 Saint-André-LEZ-LILLE, avec effet au 30 juillet 2012. Son mandat viendra à échéance à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2016.

7^{ème} Résolution

L'assemblée décide de renouveler le mandat de Monsieur GILQUEL Michel avec effet au 21 mai 2010. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2016.

Concernant Monsieur GILQUEL Bleuët, l'Assemblée confirme que son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2016.

Le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

Monsieur GILQUEL Bleuët, administrateur

Monsieur RICHARD Patrick, administrateur

Monsieur GILQUEL Michel, administrateur-délégué et Président du Conseil d'Administration

8^{ème} Résolution

L'Assemblée décide de nommer, avec effet au 21 mai 2010, la société BDM Trading Sprl ayant son siège social au 18, rue de la Passerelle B - 7730 Estaimpuis - St Léger, Réviseur d'Entreprises Agréé, en remplacement de Monsieur POSSON Jean-Louis, jusqu'à l'assemblée générale de 2016.

III. Changement d'adresse

La société a été informée du changement d'adresse de Monsieur Michel GILQUEL, Administrateur-Délégué et Président du Conseil d'Administration qui est désormais domicilié au Place Emile Delepiere6, B-7540Kain.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUROCOM SHOP S.A.

Référence de publication: 2013051971/40.

(130063804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Axis Constructions, Société à responsabilité limitée, (anc. Axis Constructions).

Siège social: L-1940 Luxembourg, 490, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 64.415.

L'an deux mil treize, le seize avril

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AXIS CONSTRUCTIONS, avec siège social à L-1940 Luxembourg, 490, route de Longwy, constituée sous la dénomination de PRESTALUX, suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 14 mai 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 555 du 30 juillet 1998, et dont les statuts ont été modifiés:

suitant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 25 février 2000, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 514 du 19 juillet 2000,

suitant acte reçu par le notaire Robert SCHUMAN, de résidence à Differdange, en date du 20 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 577 du 13 avril 2002,

suitant acte reçu par le notaire Anja HOLTZ, alors de résidence à Wiltz, en date du 17 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 555 du 16 mars 2010.

Inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg, sous le numéro B 64.415.

L'assemblée est ouverte à 14.00 heures et désigne comme président et scrutateur, Monsieur Marcel CHAPELLE, demeurant à B-4577 Modave, 29, rue de la Coulée

qui désigne comme secrétaire Madame Murielle FROMONT, employée privée, demeurant professionnellement à L-9746 Doncols, Bohey 36

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1. Transformation de la société anonyme en société à responsabilité limitée conformément à la faculté prévue par l'article 3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans changement de personnalité juridique.

2.- Réduction du capital social;

3.- Refonte complète des statuts;

4.- Démission du conseil d'administration et du commissaire aux comptes avec décharge;

5.- Nomination d'un gérant pour une durée indéterminée.

6.- Décision de transférer le siège social en Belgique sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec une pleine continuité de sa personnalité morale et juridique, par conséquent d'adopter la nationalité belge et de soumettre la société au droit belge et de nommer le Notaire Joël TONDEUR, de résidence à Bastogne (B), afin d'entériner cette décision conformément à la législation belge

7.- Mandat est donné pour faire toutes les formalités de radiation de la société au Grand-Duché de Luxembourg

8.- Divers

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer la société anonyme en une société à responsabilité limitée conformément à la faculté prévue par l'article 3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans changement de personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que le passif de cette société.

Il est fait mention que la société ne possède pas d'immeuble.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social de la société d'un montant de douze mille quatre cents euros (12.400-€), pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000.-€), à celui de dix-huit mille six cents euros (18.600.-€) représenté par 100 parts sociales sans désignation de valeur nominale. La réduction du capital s'opère par dispense de libération des parts sociales y afférentes.

L'assemblée a entièrement libéré le solde du capital tel qu'il en ressort de la situation comptable établie au 15 avril 2013, soit dix mille huit cent quarante euros et deux cents (10.840,02-€), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

En conséquence de ce changement, les 100 parts sociales sont attribuées à Monsieur Marcel CHAPELLE, né à Huy, le 14 juillet 1958, demeurant à B-4577 Modave, 29, rue de la Coulée

Troisième résolution

L'assemblée procède à une refonte complète des statuts:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «AXIS CONSTRUCTIONS» S.à r.l..

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition et la mise en valeur d'immeubles. La société pourra effectuer toutes opérations immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement, dans les limites de la loi et des autorisations administratives..

Art. 5. Le capital social est fixé à dix-huit mille six cents euros (18.600.-€) divisé en cent parts (100) sociales cent quatre-vingt-six euros (186-EUR) chacune attribuées à l'associé unique, Monsieur Marcel CHAPELLE

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé au moins cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par l'article 13 premier alinéa, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Quatrième résolution

L'assemblée accepte la démission de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes et leur accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée générale désigne pour une durée indéterminée, comme gérant unique, Monsieur Marcel CHAPELLE, prénommé.

La société est engagée par la signature du gérant.

Sixième résolution

L'assemblée décide de transférer son siège social en Belgique, Rue du Marché 24 à Huy, avec effet au 1^{er} mai 2013, sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec une pleine continuité de sa personnalité morale et juridique et par conséquent d'adopter la nationalité belge et de d'adapter les statuts de la société au droit belge.

L'assemblée nomme également le Notaire Joël TONDEUR, de résidence à Bastogne (B), afin d'entériner cette décision conformément au code des sociétés belge et donc de lui donner la nationalité belge.

Septième résolution

L'assemblée mandate la Notaire soussignée afin de se charger des formalités de radiation de la société du registre de commerce et des sociétés au Grand-Duché de Luxembourg.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 14.40 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 1.260 euros.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: Chapelle, Fromont, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 18 avril 2013. Relation: WIL/2013/256. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051837/159.

(130064019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Oxane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.433.

L'an deux mille treize.

Le cinq avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "OXANE S.A." ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B numéro 156433, constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 8 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 2638 du 2 décembre 2010.

Le capital social s'élève à trente et un mille Euros (EUR 31,000.-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (100,-) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Cristiana SCHMIT-VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, Madame le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédés par eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, contrôlée et signée par le mandataire des actionnaires et par le notaire instrumentant, sera conservée à l'étude de celui-ci.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Résolution de dissoudre la société et de liquider ses avoirs.

2. Nomination de la société à responsabilité limitée "I.L.L. Services S.à r.l.", avec siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B numéro 153141, comme liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 de la Loi modifiée sur les Sociétés Commerciales du 10 août 1915.

3. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de liquider ses avoirs.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur de la société:

la société à responsabilité limitée "I.L.L. Services S.à r.l.", avec siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B numéro 153141.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi pour exécuter son mandat, et notamment par les articles 144 à 148 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Troisième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière à l'administrateur de catégorie A de la société, Madame Mounira ME-ZIADI, et aux administrateurs de catégorie B de la société, Monsieur Raphaël ROZANSKI et Monsieur David SANA, président du conseil d'administration, et au commissaire de la société, la société à responsabilité limitée «COMCOLUX S.à r.l.», pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 950,- EUR.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana SCHMIT-VALENT, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 avril 2013. Relation GRE/2013/1525. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013052167/60.

(130063923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Fondation Lycée Technique Privé Emile Metz, Fondation.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 50, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg G 67.

Bilan Exercice 2012

Actif	EUR	Passif	EUR
Immobilisé	3.636.097,44	Apport	498.265,98
Subventions à recevoir	317.789,17	Subvention Etat pour Rénovations	1.736.653,04
Créances	341.121,30	Dettes	2.559.657,02
Avoir en banques, en compte de chèques postaux et encaisse	25.597,02		
Excédent de charges 1995	473.971,11		
Total Actif	4.794.576,04	Total Passif	4.794.576,04

Pertes et Profits Exercice 2012

Débit	EUR	Crédit	EUR
Charges	8.938.609,84	Produits	8.938.609,84
Total Débit	8.938.609,84	Total Crédit	8.938.609,84

Budget Exercice 2013

Débit	EUR	Crédit	EUR
Charges	10.274.000,00	Produits	10.274.000,00
Total Débit	10.274.000,00	Total Crédit	10.274.000,00

Fondation d'utilité publique
Svt arrêté grand-ducal du 31.07.1995

*Composition du Conseil d'Administration de la Fondation Lycée Technique Privé Emile Metz
Année 2012*

M. Raymond STRAUS, président, Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
 M. Roger THOSS, vice-président, Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg
 M. Jacques NILLES, trésorier, ArcelorMittal
 M. André BOCK, administrateur-délégué ArcelorMittal
 M. Antonio DE CAROLIS, Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
 M. Jean-Marie HAENSEL, administrateur Inspection Générale des Finances
 M. Christophe JUNG, administrateur ArcelorMittal
 Référence de publication: 2013051997/35.
 (130063768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Pictet & Cie (Europe) Private Equity D&P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 600.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
 R.C.S. Luxembourg B 175.018.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth of April.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Jungfrau SICAV SIF, an open-end investment company (société d'investissement à capital variable) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159.616 ("Jungfrau"),

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on April 12th, 2013;

2) Alcaston Holding Ltd, a limited company incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Road Town - Paesea Estate, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Companies Register of the British Virgin Islands under number 411032 ("Alcaston"),

here represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on April 12th, 2013; and

3) Pictet Private Equity Investor S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of Panama, having its registered office at 53, E Street, building MMG Tower - Urbanizacion Marbella, PA - Panama, registered with the Companies Register of Panama under number 391168 ("Pictet Private Equity Investor"),

here represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on April 12th, 2013.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxyholders of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of "Pictet & Cie (Europe) Private Equity D&P S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175.018, incorporated pursuant to a notarial deed drawn up by the undersigned notary, dated January 29th, 2013, whose articles of association (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 773 of March 30th, 2013. The Articles of the Company have not yet been amended.

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Shareholders decide to increase the issued share capital of the Company by an amount of five hundred eighty-three thousand US Dollars (USD 583,000), so as to bring it from its current amount of seventeen thousand US Dollars (USD 17,000) to six hundred thousand US Dollars (USD 600,000) by creating and issuing five hundred eighty-three thousand (583,000) new shares, with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each (the "New Shares"), divided as follows:

- Ninety-seven thousand one hundred sixty-seven (97,167) Class A Shares;
- Ninety-seven thousand one hundred sixty-seven (97,167) Class B Shares;

- Ninety-seven thousand one hundred sixty-seven (97,167) Class C Shares;
- Ninety-seven thousand one hundred sixty-seven (97,167) Class D Shares;
- Ninety-seven thousand one hundred sixty-seven (97,167) Class E Shares; and
- Ninety-seven thousand one hundred sixty-five (97,165) Class F Shares.

The New Shares are issued fully paid up by way of contribution in cash, subscribed and issued as follows:

Subscription and Payment

1. Jungfrau, prenamed, which declares to subscribe to twenty-one thousand five hundred thirty (21,530) Class A Shares, twenty-one thousand five hundred thirty (21,530) Class B Shares, twenty-one thousand five hundred thirty (21,530) Class C Shares, twenty-one thousand five hundred thirty (21,530) Class D Shares, twenty-one thousand five hundred thirty (21,530) Class E Shares and twenty-one thousand five hundred thirty (21,530) Class F Shares, each share having a par value of one US Dollar (USD 1). Such new shares are paid up by a contribution in cash (the "Jungfrau Contribution") for a total amount of fourteen million nine hundred ninety-four thousand nine hundred US Dollars (USD 14,994,900) out of which (i) one hundred twenty-nine thousand one hundred eighty US Dollars (USD 129,180) are allocated to the Company's share capital and (ii) fourteen million eight hundred sixty-five thousand seven hundred twenty US Dollars (USD 14,865,720) are allocated to the Company's share premium account.

2. Alcaston, prenamed, which declares to subscribe to forty-three thousand six hundred forty-seven (43,647) Class A Shares, forty-three thousand six hundred forty-seven (43,647) Class B Shares, forty-three thousand six hundred forty-seven (43,647) Class C Shares, forty-three thousand six hundred forty-seven (43,647) Class D Shares, forty-three thousand six hundred forty-seven (43,647) Class E Shares and forty-three thousand six hundred forty-five (43,645) Class F Shares, each share having a par value of one US Dollar (USD 1). Such new shares are paid up by a contribution in cash (the "Alcaston Contribution") for a total amount of twenty-nine million nine hundred ninety-three thousand two hundred US Dollars (USD 29,993,200) out of which (i) two hundred sixty-one thousand eight hundred eighty US Dollars (USD 261,880) are allocated to the Company's share capital and twenty-nine million seven hundred thirty-one thousand three hundred twenty US Dollars (USD 29,731,320) are allocated to the Company's share premium account.

3. Pictet Private Equity Investor, prenamed, which declares to subscribe to thirty-one thousand nine hundred ninety (31,990) Class A Shares, thirty-one thousand nine hundred ninety (31,990) Class B Shares, thirty-one thousand nine hundred ninety (31,990) Class C Shares, thirty-one thousand nine hundred ninety (31,990) Class D Shares, thirty-one thousand nine hundred ninety (31,990) Class E Shares and thirty-one thousand nine hundred ninety (31,990) Class F Shares, each share having a par value of one US Dollar (USD 1). Such new shares are paid up by a contribution in cash (the "Pictet Private Equity Investor Contribution", and together with the Jungfrau Contribution and the Alcaston Contribution, the "Contributions") for a total amount of twenty-one million nine hundred ninety-nine thousand sixty-nine US Dollars (USD 21,999,069) out of which (i) one hundred ninety-one thousand nine hundred forty US Dollars (USD 191,940) are allocated to the Company's share capital and (ii) twenty-one million eight hundred seven thousand one hundred twenty-nine US Dollars (USD 21,807,129) are allocated to the Company's share premium account.

Therefore, the global contribution of sixty-six million nine hundred eighty-seven thousand one hundred sixty-nine US Dollars (USD 66,987,169) for the New five hundred eighty-three thousand (583,000) Shares will be allocated as follows:

five hundred eighty-three thousand US Dollars (USD 583,000) are allocated to the share capital of the Company and sixty-six million four hundred four thousand one hundred sixty-nine US Dollars (USD 66,404,169) are allocated to the share premium account of the Company.

The proof of the existence of the Contributions has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Shareholders decide to amend the first paragraph (5.1) of article 5 of the Company's Articles, in order to reflect the above capital increase, which shall now henceforth be read as follows:

" **5.1.** The share capital of the Company amounts to six hundred thousand US Dollars (USD 600,000) divided into the following classes of shares:

- One hundred thousand (100,000) class A shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) (the "Class A Shares");
 - One hundred thousand (100,000) class B shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) (the "Class B Shares");
 - One hundred thousand (100,000) class C shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) (the "Class C Shares");
 - One hundred thousand (100,000) class D shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) (the "Class D Shares");
 - One hundred thousand (100,000) class E shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) (the "Class E Shares");
- and
- One hundred thousand (100,000) class F shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) (the "Class F Shares")"

Declaration and Costs

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand euro (EUR 7,000).

The amount of the share capital increase and share premium is evaluated at fifty-one million one hundred sixty thousand eighty-four euro and three cents (EUR 51,160,084.03).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français de ce qui précède:

L'an deux mille treize, le quinze avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Jungfrau SICAV SIF, une société d'investissement à capital variable constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.616 ("Jungfrau"),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 avril 2013;

2) Alcaston Holding Ltd, une limited company constituée et existante selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Road Town - Paesea Estate, Tortola, Iles Vierges Britanniques, immatriculée auprès du Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 411032 ("Alcaston"),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 avril 2013; et

3) Pictet Private Equity Investor S.A., une société anonyme constituée et existante selon les lois du Panama, ayant son siège social au 53 E Street, bâtiment MMG Tower - Urbanizacion Marbella, PA -Panama, immatriculée auprès du Registre des Sociétés du Panama sous le numéro 391168 ("Pictet Private Equity Investor"),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 avril 2013.

Les procurations signées «ne varietur» par les mandataires des parties comparantes et par le notaire soussigné seront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés (les "Associés") de Pictet & Cie (Europe) Private Equity D&P S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.018, constituée suivant acte notarié rédigé par le notaire instrumentaire, en date du 29 janvier 2013, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 773 du 30 mars 2013. Les Statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent quatre-vingt-trois mille Dollars US (USD 583.000) afin de le porter de son montant actuel de dix-sept mille Dollars US (USD 17.000) à six cent mille Dollars US (USD 600.000) par la création et l'émission de cinq cent quatre-vingt-trois mille (583.000) nouvelles parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) (les "Nouvelles Parts Sociales") réparties comme suit:

- Quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-sept (97.167) Parts Sociales de Catégorie A;
- Quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-sept (97.167) Parts Sociales de Catégorie B;
- Quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-sept (97.167) Parts Sociales de Catégorie C;
- Quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-sept (97.167) Parts Sociales de Catégorie D;
- Quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-sept (97.167) Parts Sociales de Catégorie E; et
- Quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-cinq (97.165) Parts Sociales de Catégorie F.

Les Nouvelles Parts Sociales sont intégralement libérées par une contribution en numéraire, et souscrites comme suit:

Souscription et Paiement

1. Junfgrau, prénommée, déclare souscrire à vingt et un mille cinq cent trente (21.530) Parts Sociales de Catégorie A, vingt et un mille cinq cent trente (21.530) Parts Sociales de Catégorie B, vingt et un mille cinq cent trente (21.530) Parts Sociales de Catégorie C, vingt et un mille cinq cent trente (21.530) Parts Sociales de Catégorie D, vingt et un mille cinq cent trente (21.530) Parts Sociales de Catégorie E, et vingt et un mille cinq cent trente (21.530) Parts Sociales de Catégorie F, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1). Ces nouvelles parts sociales sont payées par un apport en numéraire (l'«Apport Jungfrau») pour un montant total de quatorze millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cents Dollars US (USD 14.994.900), dont (i) le montant de cent vingt-neuf mille cent quatre-vingts Dollars US (USD 129.180) est alloué au capital social de la Société et (ii) le montant de quatorze millions huit cent soixante-cinq mille sept cent vingt Dollars US (USD 14.865.720) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

2. Alcaston, prénommée, déclare souscrire à quarante-trois mille six cent quarante-sept (43.647) Parts Sociales de Catégorie A, quarante-trois mille six cent quarante-sept (43.647) Parts Sociales de Catégorie B, quarante-trois mille six cent quarante-sept (43.647) Parts Sociales de Catégorie C, quarante-trois mille six cent quarante-sept (43.647) Parts Sociales de Catégorie D, quarante-trois mille six cent quarante-sept (43.647) Parts Sociales de Catégorie E, et quarante-trois mille six cent quarante-cinq (43.645) Parts Sociales de Catégorie F, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1). Ces nouvelles parts sociales sont payées par un apport en numéraire (l'«Apport Alcaston») pour un montant total de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-treize mille deux cents Dollars US (USD 29.993.200), dont (i) le montant de deux cent soixante et un mille huit cent quatre-vingts Dollars US (USD 261.880) est alloué au capital social de la Société et (ii) le montant de vingt-neuf millions sept cent trente et un mille trois cent vingt Dollars US (USD 29.731.320) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

3. Pictet Private Equity Investor, prénommée, déclare souscrire à trente et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (31.990) Parts Sociales de Catégorie A, trente et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (31.990) Parts Sociales de Catégorie B, trente et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (31.990) Parts Sociales de Catégorie C, trente-et-un mille neuf cent quatre-vingt-dix (31.990) Parts Sociales de Catégorie D, trente et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (31.990) Parts Sociales de Catégorie E, et trente et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (31.990) Parts Sociales de Catégorie F, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1). Ces nouvelles parts sociales sont payées par un apport en numéraire (l'«Apport Pictet Private Equity Investor», et collectivement avec l'Apport Jungfrau et l'Apport Alcaston, les «Apports») pour un montant total de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille soixante-neuf Dollars US (USD 21.999.069), dont (i) le montant de cent quatre-vingt-onze mille neuf cent quarante Dollars US (USD 191.940) est alloué au capital social de la Société et (ii) le montant de vingt et un millions huit cent sept mille cent vingt-neuf Dollars US (USD 21.807.129) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

En conséquence, l'apport global de soixante-six millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cent soixante-neuf Dollars US (USD 66.987.169) pour les Nouvelles Parts Sociales sera réparti comme suit:

cinq cent quatre-vingt-trois mille Dollars US (USD 583.000) seront affectés au capital social de la Société et soixante-six millions quatre cent quatre mille cent soixante-six Dollars US (USD 66.404.169) seront affectés au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence des Apports a été transmise au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution mentionnée ci-dessus, les Associés décident de modifier le premier paragraphe (5.1) de l'article 5 des Statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital susmentionnée, qui aura désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à six cent mille Dollars US (USD 600.000) réparties entre les catégories des parts sociales suivantes:

- Cent mille (100.000) parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A");

- Cent mille (100.000) parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B");

- Cent mille (100.000) parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie C");

- Cent mille (100.000) parts sociales de catégorie D d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie D");

- Cent mille (100.000) parts sociales de catégorie E d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie E"); et

- Cent mille (100.000) parts sociales de catégorie F d'une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie F")."

Déclaration et Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes, est évalué à environ sept mille euros (EUR 7.000).

Le montant de l'augmentation du capital social et de la prime d'émission est évalué à cinquante et un millions cent soixante mille quatre-vingt-quatre euros et trois cents (51.160.084,03 EUR).

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en langue anglaise suivi d'une version française. À la demande des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, connues du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 avril 2013. LAC/2013/17607. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052173/227.

(130063775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Alscot Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.035.226,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 137.865.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of March.

Before Us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr. Guy Hands, residing at Ocean House, Rue du Camp au Pretre, St Pierre du Bois, Guernsey, Channel Islands GY7 9DS (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs Andreea Antonescu, avocat à la Cour, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. That he is the current sole shareholder of Alscot S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.865, incorporated by a deed of Me Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, dated 14 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr. 1172 of 14 May 2008 page 56232 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time on 22 February 2013, by a deed of the undersigned notary, not yet to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. That the agenda of the meeting is the following:

a) Increase of the share capital of the Company by an amount corresponding to EUR equivalent (rounded to full number) of Thirty-Eight Thousand British Pounds (GBP 38,000.-), on the basis of GBP/EUR exchange rate as at or around the date of such capital increase, by the issuance of new shares (parts sociales) with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares (parts sociales) for an aggregate nominal amount corresponding to EUR equivalent (rounded to full number) of Thirty-Eight Thousand British Pounds (GBP 38,000.-), (the "New Shares");

b) Subscription and full payment at nominal value of the newly issued shares (parts sociales) by contribution in cash by the current sole shareholder;

c) Subsequent amendment of the first paragraph of Article 6.1 of the articles of association;

d) Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three Euros (EUR 44,763.-) so as to raise it from its current amount of One Million Nine Hundred and Ninety Thousand Four Hundred and Sixty-Three Euro (EUR 1,990,463.-) represented by One Million Nine Hundred and Ninety Thousand Four Hundred and Sixty-Three (1,990,463) shares with a nominal value of One Euro (EUR 1.-) each, to Two Million Thirty-Five Thousand Two Hundred and Twenty-Six Euro (EUR 2,035,226.-).

The Sole Shareholder acknowledges that the amount of Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three Euros (EUR 44,763.-) represents the Euro denominated equivalent (rounded to full number) of the amount of Thirty-Eight Thousand British Pounds (GBP 38,000.-), as per the GBP/EUR exchange rate of 1.177995 as at 27 March 2013.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to issue Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three (44,763) shares having a nominal value of One Euro (EUR 1.-) each and the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, Andreea Antonescu, acting in her capacity as attorney in fact of the Sole Shareholder, by virtue of a proxy given under private seal, declared to subscribe in the name and on behalf of the Sole Shareholder, for Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three (44,763) shares having a nominal value of One Euro (EUR 1.-) each and the same rights and obligations as the existing shares and to make payment in full for all such newly subscribed shares, by contribution in cash of Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three Euros (EUR 44,763.-).

The person appearing declared that the newly issued shares have been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the total amount of Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three Euros (EUR 44,763.-) proof of which is given to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to accept the subscription and full payment of Forty-Four Thousand Seven Hundred and Sixty-Three (44,763) shares having a nominal value of One Euro (EUR 1.-) each, by the Sole Shareholder by a contribution in cash and to allocate such shares to the Sole Shareholder.

Fourth resolution

As a result of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of Article 6.1 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

" **6.1. Subscribed and Authorised share capital.** The Company's corporate capital is fixed at Two Million Thirty-Five Thousand Two Hundred and Twenty-Six Euro (EUR 2,035,226) represented by Two Million Thirty-Five Thousand Two Hundred and Twenty-Six (2,035,226) shares (parts sociales) with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing person hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois de mars.

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Guy Hands, résidant Ocean House, Rue du Camp au Pretre, St Pierre du Bois, Guernsey, Channel Islands GY7 9DS Associé Unique»,

ici représenté par Maître Andreea Antonescu, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante prénommée, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'il est l'associé unique actuel d'Alscot S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.865, constituée par un acte de Me Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, daté du 14 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr. 1172 du 14 Mai 2008 page 56232 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 22 février 2013, par un acte du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Que l'ordre du jour l'assemblée est le suivant:

a) Augmentation du capital social de la Société d'un montant correspondant à l'équivalent en EUR (arrondi à un chiffre rond) de Trente-Huit Mille Livres Sterling (GBP 38.000,-), sur base du taux de change GBP/EUR approximativement à la date d'une telle augmentation de capital par l'émission de nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) et ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes pour un montant nominal total correspondant à l'équivalent en EUR (arrondi à un chiffre rond) de Trente-Huit Mille Livres Sterling (GBP 38.000,-) (les «Nouvelles Parts Sociales»);

b) Souscription et paiement intégral à la valeur nominale des parts sociales nouvellement émises par contribution en numéraire de l'associé unique actuel;

c) Modification subséquente du premier paragraphe de l'Article 6.1 des statuts; and

d) Divers.

- Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois Euros (EUR 44.763,-) pour le porter de son montant actuel de Un Million Neuf Cent Quatre-Vingt-Dix Mille Quatre Cent Soixante-Trois Euros (EUR 1.990.463,-) représenté par Un Million Neuf Cent Quatre-Vingt-Dix Mille Quatre Cent Soixante-Trois (1.990.463) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, à un montant de Deux Millions Trente-Cinq Mille Deux Cent Vingt-Six Euros (EUR 2.035.226,-).

L'Associé Unique reconnaît que le montant de Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois Euros (EUR 44.763,-) représente l'équivalent libellé en Euros (arrondi à un chiffre rond) du montant de Trente-Huit Mille Livres Sterling (GBP 38.000,-), conformément au taux de change GBP/EUR de 1.177995 du 27 mars 2013.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'émettre Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois (44.763) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

Ensuite Andreea Antonescu, agissant en sa qualité de mandataire de l'Associé Unique, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, a déclaré souscrire, au nom et pour le compte de l'Associé Unique, à Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois (44.763) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune et les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, et de libérer intégralement ces nouvelles parts sociales par apport en numéraire de Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois Euros (EUR 44.763,-).

Le comparant déclare que les parts sociales nouvellement émises ont été libérées entièrement en numéraire et que la somme totale de Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois Euros (EUR 44.763,-) se trouve à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la souscription et la libération intégrale de Quarante-Quatre Mille Sept Cent Soixante-Trois (44.763) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, par l'Associé Unique par un apport en numéraire et d'allouer des telles parts sociales à l'Associé Unique.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1, premier paragraphe, des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social est fixé à Deux Millions Trente-Cinq Mille Deux Cent Vingt-Six Euros (EUR 2.035.226) représenté par Deux Millions Trente-Cinq Mille Deux Cent Vingt-Six (2.035.226) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Les dépenses, coûts, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société suite au présent acte sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate qu'à la requête de la personne comparante, cet acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la demande de la même personne comparante la version anglaise fera foi en cas de divergence entre les textes français et anglais.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: A. ANTONESCU, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 28 mars 2013. Relation: DIE/2013/4233. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé:) pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051792/157.

(130063814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Kiso Power Tool AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 6-10, Härebierg.

R.C.S. Luxembourg B 47.546.

Auszug der Beschlüsse der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 16. April 2013

Am Dienstag, den 16. April, sind die Aktionäre der Kiso Power Tool AG in ihrem Hauptsitz zur ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten und haben einstimmig folgende Bestimmungen getroffen:

Dem Rücktritt des Delegierten des Verwaltungsrates (Administrateur-délégué):

- Herr Rainer LOOSEN, Geschäftsführer, wohnhaft in D-54518 Osann-Monzel, Novianderweg 3a wurde mit sofortiger Wirkung zugestimmt.

Das Mandat des Verwaltungsratsmitglied von:

- Herr Ejiro KISO, Geschäftsführer, wohnhaft in Japan, Osaka, 1-87 Chome Hannan-Cho, Abeno-Ku welches 2011 abgelaufen ist wurde nicht erneuert.

Zudem da die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder von:

- Herr Jürgen ZAPF, wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 57, avenue du X Septembre

- Herr Rainer LOOSEN, wohnhaft in D-54518 Osann-Monzel, Novianderweg 3a

2011 abgelaufen sind, werden diese rückwirkend um fünf Jahre verlängert d.h. bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Desweiteren wird:

- Herr Erwin Werner WEBERSKIRCH, geboren am 24. April 1960 in Kinderbeuern-Hetzdorf(D), wohnhaft in D-54516 Wittlich-Bombogen, Bumagasse 20

rückwirkend auf 2011 für fünf Jahre, d.h. bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016 zum neuen Mitglied des Verwaltungsrates gewählt.

Zudem wird das Mandat des Delegierten des Verwaltungsrates (Administrateur-délégué) von:

- Herr Jürgen ZAPF, wohnhaft in L-2551 Luxemburg, 57, avenue du X Septembre

welches 2011 abgelaufen ist, rückwirkend um fünf Jahre verlängert d.h. bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016 verlängert.

Desweiteren da das Mandat des Rechnungskommissars von:

- LUX-AUDIT S.A., mit Sitz in L-1510 Luxemburg, 57, Avenue de la Faiencerie,

2011 abgelaufen ist, wird dieses rückwirkend um fünf (5) Jahre verlängert d.h. bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Luxemburg, den 16/04/2013.

Référence de publication: 2013049293/35.

(130060379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.
